

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE L'ALLODIALITÉ en Champagne

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 9 Novembre 1907, à 1 heure 1/2

PAR

Anselme PERSON

Président : M. CHÉNON, professeur

Suffragants { MM. GARÇON, professeur
MEYNIAL, agrégé

PARIS

BONVALOT-JOUE, Editeur

15, RUE RACINE, 15

1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE L'ALLODIALITÉ en Champagne

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 9 Novembre 1907, à 1 heure 1/2

PAR

Anselme PERSON

Président : M. CHÉNON, professeur
Suffragants { *MM. GARÇON, professeur*
MEYNIAL, agrégé



PARIS

BONVALOT-JOUE, Editeur

15, RUE RACINE, 15

1907

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DE

L'ALLODIALITÉ EN CHAMPAGNE

INTRODUCTION

Le mot « Alleu » vient d' « Alodis » ; tous les auteurs sont d'accord sur ce point, mais ils se divisent lorsqu'il s'agit de l'étymologie du mot Alodis lui-même.

Sans vouloir passer en revue toutes les étymologies proposées, nous adopterons avec M. Chénon, celle de Loccenius (all, od, tout bien).

Nous n'entrerons pas davantage dans les détails de l'évolution subie quant au sens, par le mot « Alodis ».

Dans les lois barbares et les formules franques, où on le rencontre tout d'abord, il veut dire succes-

sion ou biens héréditaires, par opposition aux acquêts. C'est employé dans ce sens, que nous le trouvons dans la loi salique, titre LIX, de Alodis ; dans la loi Ripuaire, titre LVI ; De Alodibus ; il est synonyme de Hereditas. Il apparaît de même dans les formulæ Arvernenses du ^{vi}^e siècle, les formulæ Andegavenses des ^{vi}^e et ^{vii}^e siècles, et les formules de Marculf du milieu du ^{vii}^e siècle. On trouve même parfois *Alodis* et *hereditas* employés indifféremment dans le même sens et dans la même formule. (form. Marculf. II. 7.)

Mais à partir du ^{viii}^e siècle les concessions de bénéfices et de précaires devinrent si fréquentes, qu'à un moment donné la majorité des acquêts furent des bénéfices et que la plupart des terres libres furent au contraire des biens transmis par succession.

Seulement le nombre des bénéfices héréditaires allant toujours croissant « ce ne fut bientôt plus le caractère de bien successoral qui différencia les *alodes* des bénéfices, mais principalement le caractère de terre possédée en toute propriété. »

Le mot « Alodis » subit l'influence de ces événements, et au ^{ix}^e siècle nous le voyons dans son sens définitif désigner une terre possédée en pleine propriété.

Bien des définitions ont été données de l'alleu : toutes lui donnent le caractère de terre libre, dont le

propriétaire ne devait en cette qualité de service ni de prestation à personne ; il pouvait aliéner librement sa propriété sans être tenu d'aucuns droits ; il réunissait entre ses mains comme on dira plus tard le domaine *direct* et le domaine *utile*.

Charles le Chauve disait déjà : « Et si in alode suo quiete vivere voluerit, nullus ei aliquod impedimentum facere præsumat, neque aliud aliquid ab eo requiratur, nisi solummodo ut ad patriæ defensionem pergat » (1).

Plus tard, Boutillier : « Tenir alluez si est tenir de Dieu tant seulement, et ne doivent cens, rentes, ne dettes, ne servages, ne relief, ne autres redevances à vie, ne à mort, mais tiennent franchement de Dieu et y ont toute basse justice. » (2).

« Pour héritage de Franc alleu, dit la coutume de Reims (art. 139), ne sont deuz aucuns droits ou devoirs seigneuriaux ou féodaux » (3).

La coutume de Meaux (art. 190) dit : « Franc aloy est de telle nature qu'il ne doit service, censive, relief, hommage, ni quelque redevance que ce soit » (4).

1. Walter. *Corpus Juris germanici*. Cap. Car. Calvi. ann. 877, § 10, p. 211.

2. Boutillier, *Somme Rurale*, I. 84, p. 490.

3. Bourdot de Richebourg, *Nouveau coutumier général*, t. II, p. 500.

4. Bourdot de Richebourg, *op. cit.*, t. III, p. 396.

Celle d'Orléans (art. 255) : « Francalleu est héritage tellement franc, qu'il ne doit fonds de terre, et n'est tenu d'aucun seigneur foncier, et ne doit saisines, dessaisines, ni autre servitude quelle que ce soit. Mais quant à la justice, il est subject à la juridiction du seigneur justicier, et se doit partir comme héritage censuel, sinon qu'il ait fief, justice ou censive mouvant de lui, auquel cas il se partira comme le fief » (1).

La coutume de Vitry contient deux articles : l'article 19 relatif au francalleu noble, et l'article 20 relatif au francalleu roturier. « ... Est francalleu noble, quand il y a seigneurie et haute justice, dont le détenteur n'est tenu de foi, hommage, service, ou autres droits seigneuriaux à quelques personnes que ce soit » (2).

« Et francalleu roturier, est terre sans justice, pour laquelle le détenteur ne doit cens, rentes, lots et ventes, vétures ni autres redevances » (3).

Les pays qui composaient autrefois la province de Champagne (*Campania*, plaine), bornée au nord par le Luxembourg et le Hainaut, à l'est par la Lorraine, le Barrois et la Franche-Comté, au midi par la Bourgogne et à l'ouest par le Soissonnais et l'Ile de France, étaient au nombre de huit :

1. *Ibid.*, t. III, p. 793.

2. Durand. *Coutumes de Vitry en Perthois*, article 19, p. 88.

3. Durand. *op. cit.*, article 20, p. 92.

Le Rethélois, au nord, avec Rethel, Charleville, Mézières, Rocroy pour villes principales ;

Le Rémois, au sud du Rethélois, avec Reims, Ver-tus, Epernay, Sainte Menehould ;

La Champagne proprement dite, au sud du Rémois, avec Troyes et Arcis-sur-Aube ;

La Brie, à l'ouest de la Champagne, avec Meaux, Château-Thierry, Provins et Sézanne ;

Le Perthois, à l'est avec Vitry, Saint-Dizier ;

Le Vallage, au sud du Perthois, avec Bar-sur-Aube et Vassy ;

Le Bassigny, au sud du Vallage, avec Langres et Chaumont ;

Le Senonais, au sud de la Champagne, entre le Bassigny et la Brie, avec Sens, Joigny et Tonnerre.

Trois peuplades principales y habitaient avant la conquête Romaine : Les *Remi*, avec Reims pour capitale, les *Senones*, avec Sens et les *Lingones*, avec Langres.

Lors de l'invasion de la Gaule par Jules César en 58 avant Jésus-Christ, les *Remi* furent des premiers à se mettre sous sa protection et à accepter sa domination. Ils restèrent toujours ainsi que les *Lingones* fidèles aux Romains. Seuls les *Senones* résistèrent jusqu'au bout, et Vercingétorix quelques années plus tard n'eut pas de meilleures troupes.

Auguste dans son organisation de la Gaule, comprit les *Remi* et les *Lingones* dans la classe des con-

fédérés ou alliés, qui, demeurés en possession de leurs institutions ne devaient à l'empereur que le service militaire ; les *Meldi* (de la région de Meaux) furent compris dans les Libres ou autonomes, se gouvernant eux-mêmes comme les alliés, mais astreints au tribut ; les *Senones*, qui s'étaient montrés si jaloux de leur indépendance devinrent Sujets, immédiatement soumis à l'autorité des gouverneurs de provinces.

Au v^e siècle les six provinces de la Gaule organisées par Auguste avaient été portées à dix-sept par des démembrements successifs. A la Belgique, deuxième, appartenaient Reims qui en était la métropole, Châlons, Soissons ; à la quatrième, Lyonnaise, Sens, sa métropole, Troyes, Meaux ; Langres dépendait de la première, Lyonnaise.

Cet état de choses subsista jusqu'au temps où la domination Romaine dut faire place à celle des Barbares. La division en provinces, qui avait un double caractère, cessa alors d'être civile pour devenir purement ecclésiastique. On n'ignore pas le rôle considérable joué par les évêques de Reims, en particulier par saint Remy et plus tard (ix^e siècle) par Hincmar.

Au vi^e siècle, apparaissent les ducs de Champagne et avec eux un commencement d'individualité pour la Champagne ; mais ce n'est qu'au x^e siècle que commence vraiment son histoire particulière avec Herbert, comte de Vermandois.

Pendant ce laps de temps, qui va de la conquête

Romaine au x^e siècle, la propriété a subi bien des vicissitudes, mais ce n'est que postérieurement aux invasions que commence son évolution.

Sous les princes Mérovingiens « la propriété a lieu dans trois situations différentes : elle existe pour les Romains, sur les terres qui leur appartenaient avant l'invasion et dont la conquête ne les a pas dépouillés ; pour les Germains, sur les lots qui leur ont été assignés par le partage après leur établissement dans l'Empire ; pour les uns comme pour les autres, sur les terres restées vacantes et que le droit germanique leur reconnaît le droit d'occuper et de mettre en culture. C'est dans tous les cas un *allœu* » (1), c'est-à-dire une terre libre. La terre a passé par les mains de nombreux propriétaires, mais est restée ce qu'elle était sous la domination Romaine, avec son caractère de propriété indépendante. Ce n'est qu'au vi^e siècle que la pratique des concessions en bénéfices commença à se généraliser.

Le bénéfice était concédé aux détenteurs à charge de certains services. Mais ces concessions se distinguaient des donations en pleine propriété, par des obligations imposées au bénéficiaire à raison de la terre dont il allait être détenteur, c'est-à-dire par des obligations ayant le caractère particulier, presque inconnu au droit romain, mais si fréquent au

1. Garsonnet. *Histoire des locations perpétuelles*, p. 208.

moyen âge d'obligations *propter rem*. En cas de manquement à ces obligations, la concession devait être révoquée (1).

A partir de cette époque la lutte s'engage entre l'alleu et le bénéfice, lutte qui se poursuivra pendant toute la durée de la Monarchie pour ne finir qu'à la Révolution.

Les concessions de bénéfices se faisaient d'ordinaire par le roi ou les grands propriétaires. Ils cherchaient à développer leur influence et à s'attacher des vassaux. Parfois ces concessions étaient purement gratuites.

La transformation des terres libres en bénéfices se fit surtout par la recommandation des terres libres, des alleux. Marculf nous fait assister à une de ces recommandations : « Ideo veniens ille fidelis noster ibi, in palatio nostro, in nostra vel procerum nostrorum præsentia, villas noncupantes illas, sitas in pago illo, sua spontanea voluntate nobis per fistuca visus est werpisse vel condonasse : in ea ratione, si ita convenit, ut dum vixerit eas (ex nostro permisso), sub uso beneficio debeat possidere, et post suum discessum, sicut ejus adfuit petitio, nos ipsas villas fidele nostro illo plena gratia visi fuimus concessisse. Quapropter per præsentem decernimus... etc. (2) ?

1. Garsonnet, *op cit.* p. 240-241.

2. Form. Marculf. I. 13.

Le propriétaire cédait sa terre en toute propriété ; elle lui était ensuite rétrocédée à titre de bénéfice viager ou héréditaire. La plupart de ces recommandations avaient pour origine l'insécurité causée à cette époque troublée, par la faiblesse du pouvoir et les charges, telles que services personnels et réquisitions, auxquels étaient soumis les propriétaires.

D'autre part ces usurpations faites par la force étaient des plus fréquentes ; tantôt c'était l'envahissement pur et simple, comme l'atteste la formule d'une lettre des rois aux comtes, pour leur ordonner de faire justice des empiétements de cette nature (1) ; tantôt c'était la ruse, on accablait le propriétaire pour le forcer à céder sa terre (2).

Les concessions faites par les évêques ou les établissements ecclésiastiques s'appelaient précaires.

Elles ne différaient guère des bénéfices. Elles étaient comme eux concédées à charge de redevances pécuniaires avec rétention de la propriété au

1. *Form. Marculf.*, I, 28.

2. *Capitula de rebus exercitalibus*, c. III. (I, 165), « Dicunt etiam quod quicumque proprium suum episcopo, abbati vel comiti aut judici vel centenario dare noluerit, occasiones quærunt super illum pauperem, quomodo cum condemnare possint et illum semper in hostem faciant ire, usque dum pauper factus, volens nolens, suum proprium tradat aut vendat ; alii vero qui traditum habent absque ullius inquietudine domi resideant. »

profit du concédant et transfert de la jouissance au concessionnaire.

Toutes ces concessions furent d'abord viagères, sauf les précaires qui, créées plutôt dans un but économique, la mise en valeur des biens d'Eglise, n'avaient au début qu'une durée de cinq années seulement.

Obéissant bientôt à cette sorte de loi naturelle d'après laquelle « la possession de la terre tend à se consolider entre les mains de ceux qui la détiennent à demeure et qui la font produire », ces tenures tendirent à devenir héréditaires et le devinrent effectivement pour une grande partie.

Au ix^e siècle toutefois, une réaction se produisit en faveur des alleux. Les bénéficiers trouvaient à la propriété allodiale, c'est-à-dire pleine et perpétuelle, une supériorité incontestable sur la jouissance bénéficiaire, grevée de charges et temporaire. Ils cherchèrent à rendre leurs bénéfices héréditaires et à se soustraire aux charges qui leur avaient été imposées. Un certain nombre d'entre eux y réussirent.

Mais une grande partie des bénéfices provenant des domaines du roi, il y avait là un dommage auquel Charlemagne voulut remédier. Il tenta de s'opposer aux empiètements des bénéficiaires et fit rentrer dans ses mains des biens ainsi détournés.

Le résultat fut de faire préférer davantage encore les alleux aux bénéfices. Les bénéficiers employè-

rent tous les moyens possibles pour arriver à leur but (1). Ils y réussirent souvent. De nombreux capitulaires publiés en 794, 802, 803, 806 sont témoins de la fréquence de ces usurpations et des efforts faits par Charlemagne pour déjouer leurs tentatives.

En 807 un capitulaire charge les missi dominici de rechercher dans les *Pagi* l'état des bénéfices concédés. En Champagne, ces missi furent Magnus, archevêque de Sens pour Troyes et Langres; Wulfar, qui plus tard devait occuper le siège de Reims, pour le Dormois, Château-Thierry, Châlons-sur-Marne et le Laonnais; Fardulphe, abbé de Saint-Denis, pour Meaux et Provins;

Mais ce mouvement en faveur des alleux ne fut pas durable. Les petits propriétaires, dans les troubles qui suivirent la mort de Charlemagne et se prolongèrent jusqu'à l'avènement des Capétiens, eurent toujours besoin de la recommandation. Elle leur fut du reste bien souvent imposée (2). Nombre de petits alleux disparurent.

1. *Cap. car. Magni*, ann. 806. « Audivimus quod alibi redant beneficium nostrum ad alios homines in proprietatem, et in ipso placito dato pretio comparant ipsas res iterum sibi in alodum; quod omnino cavendum est; quia qui hoc faciunt, non bene custodiunt fidem quam nobis promissam habent. »

2. Charlemagne s'était déjà préoccupé de leur situation dans son capitulaire de 805. *Cap. car. Magni*. Ann., 805, § 16.

« De oppressione pauperum liberorum hominum, ut non fiant a potentioribus per aliquod malum ingenium contra justitiam oppressi, ita ut coacti res eorum vendant. »

Charles le Chauve acheva l'œuvre de la féodalité naissante. Par son édit de Pistes de 864, où il impose le service militaire également aux alleutiers et aux bénéficiaires.

Il revint à la charge en 873 lorsqu'il enjoignit aux comtes de confisquer les alleux des hommes libres de leurs comtés, qui ne se recommanderaient pas : « Et qui seniores, sicut tunc præcepimus, acceptos non habent, per fidejussores ad nostram præsentiam perducantur, et alodes quos habent comites in quorum comitatibus suum, in fiscum recipiunt. » (1). Il est vrai que quelques années plus tard il ne reconnaissait dans son célèbre capitulaire de Kiersy-sur-Oise de 877, l'existence et l'indépendance des alleux.

De cette époque à l'avènement des rois de la troisième race, s'écoule une période de troubles et de guerres civiles ; la violence multiplie les bénéfices, la féodalité triomphe.

Nous allons la voir en Champagne, où nous étudierons particulièrement son action dans la contrée qu'a régie plus tard la coutume de Vitry.

1. *Cap. Car. Calvi*, Ann. 863, § 4.

CHAPITRE I

L'allodialité en Champagne pendant la période Féodale

I

Les alleux en Champagne pendant la Féodalité

En 923 avec l'avènement de Herbert comte de Vermandois commence véritablement l'histoire de la Champagne. A cette époque, au milieu des troubles qui ensanglantèrent la fin de la dynastie Carolingienne, la féodalité triomphante enserre la propriété libre dans son réseau de tenures. Il ne nous a guère été possible jusqu'alors, faute de documents, de suivre son action en Champagne. Nous allons pouvoir l'étudier désormais.

La première mention d'alleu que ayons trouvée, est de 968, et se trouve dans une charte extraite du cartulaire de l'abbaye de Montier-en-Der. Elle fait mention d'un don, fait par Adso, comte de Rosnay, d'un alleu situé dans le Perthois : « Ego in Dei nomine, Adso, Rosniacesnis territorii comes, presentibus et futuris fidelibus sanctæ Dei ecclesiæ, et nos-

tris, notificatum esse volo, quod alodium meum, quod est in Pago Pertense, quod mihi jure hereditario pervenit, decrevi dare ad locum Sancti Petri ubi Sanctus Bercharius in corpore requiescit, scilicet, in tribus fontanis et in Feorneio et ad Villare, et in loco qui dicitur Mainils... totum ad integrum Sancto Petro dono, trado, transfundo. » (1)

En 980 Herbert, comte de Champagne, fait don à l'abbaye de Montier-en-Der de son alleu situé, « in villa cui Velcianas nomen est » (2).

En 1060 Thibaut, comte de Champagne, décharge l'abbaye de Montier-en-Der de toutes les charges dont elle lui était redevable à cause de ses propriétés d'Epernay (3). Nous nous trouvons donc ici en présence de terres déchargées de toutes redevances, c'est-à-dire d'alleux de concession.

En 1077 Thibaut, comte de Champagne, donne à l'abbaye de Cluny son alleu de Coincy pour y fonder un prieuré : « Donamus quandam in nostro alodio villam quæ Cossiacus dicitur cum ipso alodio. » (4).

1. Lalore *Cartulaire de l'église de Troyes*, Paris, 1875, t. IV, p. 137, n 14.

2. Lalore, *ibid.*, t. IV, p. 139-140.

«... Quoddam nostræ proprietatis, alodium quod adjacet in villa cui Velcianas nomen est. »

3. D'après Culoteau de Velye. Châlons, 1870, *Annuaire de la Marne*, p. 281.

4. Rapporté par d'Arbois de Jubainville, *Histoire des ducs et des comtes de Champagne*. Paris, 1856, t. I, p. 460.

En 1080 Guarin, comte de Rosnay, donne à l'abbaye de Montier-en-Der, ses alleux de Rosières, Mussey et Jonchery (1).

Deux ans après, en 1082, le même Guarin, comte de Rosnay fait une nouvelle donation d'alleu à l'abbaye de Cluny : « In nomine sanctæ et individuæ trinitatis, omnibus sanctæ catholicæ ecclesiæ filiis, ego Guarinus, dictus comes Rosnacensis territorii, quod propter gratiam ejusdem honoris transitorii, dum essem filius seculi, cogitavi ut..... donarem partem alodii mei et illud quod habebam in ecclesia sanctæ Margaretæ Deo et sancto Petro Cluniacensis cenobii. » (2).

Il est à remarquer que dans ces mentions d'alleux des x^e et xi^e siècles le mot *alodis* désigne bien une terre libre, et ne comprend plus que les immeubles. Les alleux sont aussi indifféremment propres ou acquêts. Nous n'avons pas rencontré de texte indiquant expressément un alleu d'acquêt, mais la remarque faite par Adso, comte de Rosnay, dans la charte précitée, que son alleu « Jure hereditario pervenit » montre que dès cette époque il pouvait y avoir parmi les alleux, et il y avait, des propres et des acquêts.

Avec le xii^e siècle les documents se font plus nombreux.

1. D'Arbois de Jubainville, *op. cit.*, t. III, p. 429.

2. Lalore, *op. cit.*, t. IV, p. 185, n^o 56.

Vers 1130 nous rencontrons un accord intervenu, pardevant Bernard, abbé de Clairvaux, entre un certain Rodulphe et l'Eglise de Toussaints en l'Ile, de Châlons-sur-Marne au sujet de l'alleu du Meix-Tiercelin (1).

En 1137 une charte fait mention d'un accord intervenu entre Widon le Tort et Adelide, abbesse d'Avenay, au sujet de l'alleu de Bouy. « Notum sit omnibus hominibus tam futuris quam præsentibus quod facta est altercatio de alodio Boyensi inter Widonem Tortum et abatissimam Avennacensis ecclesiæ nomine Adilidem » (2).

En 1142 Matildis uxor Reirici, donne au Prieuré de Ramerupt « totum alodium suum » (3).

En 1130, Rainald de Martigny, archevêque de Reims confirme la charte de fondation du monastère d'Igny « ob hoc siquidem beatæ Mariæ matre misericordiæ,

1. In nomine sanctæ et individuæ trinitatis, Bernardus abbas Clarevallensis, notum facio omnibus fidelibus, quod querela de alodio Mansi Tescelini, quæ fuerat inter ecclesiam omnium sanctorum de Insula et Rodulfum militem in presentia nostra per concordiam sic est composita. Totius alodii, de quo ecclesia predicta Rodolphum pulsabat, in redditibus et servitiis et quibuslibet aliis ecclesia tertiam partem libere possidebit et Rodulphus duas ». Lalore, *op. cit.*, t. IV, p. 245, n° 144.

2. Dans L. Paris, *Histoire de l'abbaye d'Avenay*, Paris, 1879, t. II, p. 76.

3. DA'rbois de Jubainville, *op. cit.*, t. III, p. 429.

quietum et ab omni exactione liberum quidquid Igniaci habebamus, contulimus cum... » (1). Il est à remarquer que dans cette charte nous ne trouvons pas le mot *alodium*, mais à sa place l'expression « quietum et ab omni exactione liberum ». On ne paraît pas, du reste, au moyen âge, attribuer une grande importance à l'emploi du mot *alleu* ; on cherche surtout à indiquer que la terre est libre et franche. Dans nombre d'actes le mot *alleu* est remplacé par des expressions équivalentes telles que : « *libere possidenda, ab omni exactione, censu terragio consuetudine libere possidenda, quiete et libere.* »

En 1145, Radulfus, deuxième abbé de Beaulieu, *alodium dimittit monasterio sancti Petri Catalaunensis* (2).

En 1153, Nevelo, miles de Ramerocho, *totam partem allodii sui quam habebat apud Harembecorth, sive in campis, seu in pratis sen in nemoribus, quidquid habebat illic, et nihie omnino retines, ecclesiæ sanctæ dei genitricis Mariæ de Cappella... dedit* (3). »

En 1154, Henri de Carinthie, évêque de Troyes, constate que Thibaut, fils d'Herlebaud de Vendœuvre renonce à ses prétentions sur l'alleu de Chalette

1. Gallia Christiana, t. X, col. 39.

2. Gallia Christiana, t. XII, p. 615.

3. Lalore, *op. cit.* t. IV, p. 12-13, n° 12.

donné par son père à l'église de cette paroisse (1).

En 1161, Adam de Fossis, avec l'assentiment de son fils, « dedit in eleemosinam ecclesiæ sancti Johannis de Castella, totum alodium suum quod habebat apud Mongue » (2).

En 1175, une confirmation de biens par le pape Alexandre à l'abbaye de Beaulieu (Aube) mentionne plusieurs alleux :

«... Quidquid habetis apud Jaacurt in terris pratis et vineis, sive alodiis... »

«... Alodium de Coæcellis, a Damerona ecclesiæ vestræ datum... »

«... Grangiam de Taillebos et alodium ejusdem grangiæ... »

«... Grangiam Ponte Mainardi cum alodio Guarnero et Mainardo fratre ejus, ecclesiæ vestræ collato (3). »

En 1179 Henri, comte de Champagne accorde la liberté à l'hospice d'Epernay et à tous ses biens (4). Il crée un alleu de concession.

En 1195, Oliverus, Achardus et Odo, frère de Russellus de Trondi donne des pâturages à l'abbaye d'Andecy : « libere in perpetuum concesserunt (5). »

1. Lalore, *op. cit.*, t. IV, p. 48, n° 25.

2. Bibl. nat. man. Lat. 5432, f° 114.

3. Lalore, *op. cit.*, t. IV, p. 278, n° 186.

4. D'Arbois de Jubainville, *op. cit.*, t. III, appendice, p. 49.

5. Lalore, *op. cit.*, t. IV, p. 266, n° 170.

En 1196, Rogerus et Guindemodis son épouse lèguent des terres et des prés à l'abbaye d'Andecy (1).

Au ^{xiii}^e siècle les alleux ne sont pas moins nombreux. L'ancien coutumier de Champagne, dont une partie remonte à cette époque, mentionne dans les articles 8, 9 et 55 des successions d'alleux (2). Nous verrons même plus tard que les dispositions de l'article 50 permettaient la création d'alleux de prescription. Au siècle suivant d'ailleurs une ordonnance de Louis X de mai 1315 contient des dispositions relatives aux alleux et les considère comme ayant toujours existé en Champagne.

En 1200 nous voyons un échange d'alleux entre l'abbé de Basse-Fontaine et Jean de Brandonvillers (3).

En 1219 un clerc, Geoffroy de Chaast donne différentes terres en alleu à l'abbaye de Saint-Loup de Troyes. Ces terres n'entreront dans le domaine de

1. Lalore, *op. cit.*, t. IV, p. 267, n° 172 : « Rogerus, miles de Cloies, de assensu Guindemodis, uxoris suæ, ultima voluntate legavit ipsis præsentibus sanctimonialibus de Andeceiis prata et terras quas habebat apud Charcericurt, titulo perpetuæ eleemosinæ libere possidendas. »

2. L'ancien coutumier de Champagne et de Brie, à la suite de la coutume de Troyes par Le Grand, *op. cit.*, p. 349.

3. « Noverint tam moderni quam posterì quod ego abbas Bassi Fontis voluntate et consilio capituli nostri fratrumque nostrorum excumbiavimus ad Dominum Johannem militem de

l'abbaye qu'à la mort de Guillemette de Nacey (1).

En 1225 une charte fait mention d'un échange d'alleux entre « Margarita domina Asperi Montis et Hugo de Aspero Monte, et les Hospitaliers de l'abbaye de Beauvoir : « Volumus et concedimus ut jam satis dicti fratres predictum excambium libere et quiete possideant in perpetuum (2). »

Une autre charte de la même année fait mention d'une donation d'une maison par Sevinus à la même abbaye de Beauvoir : « Volo autem et concedo ut dicti fratres hospitales Sanctæ Mariæ predictam domum in perpetuum possideant libere et quiete » (3).

En 1389 nous trouvons une Patente de la reine Blanche contenant une donation à l'église de la Charreuse de Troyes d'une maison et ses appartenances,

Brandonvillari, pratum quod habebamus ad Doier juxta molen-dinum suum et ipse nobis in excambio donavit pratum quod dicitur, in Pascuis, juxta nemus, tali conditione quod libertatem et Justitiam talem in prato nobis dato habebimus, qualem predictus Johannes habebat ». Lalore, *op. cit.*, t. III, p. 54, n° 40.

1. Predictæ res et terræ, ab omni exactione, censu terragio, consuetudine et Justitia, immunes et liberæ ad dictam ecclesiam revertentur. »

Lalore, *op. cit.*, p. 247, n° 204.

2. Lalore, *op. cit.*, t. II, p. 195-196, n° 28.

3. Lalore, *op. cit.*, t. III, p. 195, n° 27.

laquelle, est-il dit, est de notre propre héritage et en Franc Aloy (1).

A partir de cette époque les documents se font de plus en plus rares. La majeure partie des terres n'a pu résister à l'envahissement du régime féodal. Aussi n'y aura-t-il pas lieu de s'étonner quand nous entendrons Le Grand et Godet déclarer qu'il n'y a presque point d'alleux dans les coutumes allodiales de Troyes et de Châlons-sur-Marne.

II

Nature des alleux

Il ne sera pas inutile avant d'aborder l'étude de la lutte qu'eurent à subir les alleux champenois contre la féodalité, d'examiner la nature des alleux et la condition des alleutiers à cette époque.

Tout d'abord une question se pose : « l'alleu emportait-il de plein droit attribution de la justice à son possesseur ? »

L'affirmative a été soutenue par M. Flach, dans son ouvrage sur les *Origines de l'ancienne France*.

1. Rapportée dans *Dissertation contre le franc-alleu sans titre dans la coutume de Vitry*, 1745.

Bibliothèque d'Epernay. G. 5, 145⁴.

Il s'appuie sur un certain nombre de chartes visant des alleux comprenant la Justice ; mais comme le dit à juste titre M. Esmein, ces chartes « doivent être interprétées dans un sens concret » comme exprimant les droits du propriétaire déterminé de l'alleu dont il s'agit dans la charte, et non point comme énonçant en général les droits de tous les propriétaires d'alleux.

Du reste M. Flach, lui-même, avoue qu'il existait des alleux dont les possesseurs n'avaient pas et n'avaient même jamais eu de juridiction.

D'autre part les anciens Feudistes ont soutenu que la justice ne pouvait pas être tenue en alleu, que toute justice relevait du roi.

C'est exact pour les derniers siècles, mais il indiscutable que pendant la période féodale on rencontre des alleutiers maîtres absolus dans leur alleu, où seuls, ils lèvent des redevances et rendent la justice.

Ces deux théories sont trop absolues l'une et l'autre. La vérité est que l'on rencontre des alleux possédant en propre la justice, des alleux possédant en fief la justice et enfin, d'autres ne la possédant pas.

On doit donc distinguer dès les premiers temps de la féodalité, trois sortes d'alleux : les alleux souverains, les alleux justiciers et les alleux simples.

Les alleux souverains étaient absolument indépen-

dants même de la suprématie royale. Leurs propriétaires jouissaient de tous les droits régaliens, levaient des impôts, battaient monnaie, rendaient la justice sans aucun recours à la juridiction du roi. Ils constituaient, comme dit La Thaumassière (1), de véritables souverainetés. Leurs propriétaires agissaient en véritables souverains.

Les alleux justiciers, à la différence des alleux souverains étaient regardés comme faisant partie du royaume. Mais leur droit de justice est considéré comme tenu en fief du roi, suivant le principe formulé par Beaumanoir : « Toute laïe juridiction du royaume est tenue du roy en fief ou en arrière fief. » (2).

Leurs propriétaires étaient astreints à toutes les charges publiques, telles que celles nécessaires à la défense du royaume ; mais la justice qu'ils détenaient dans les limites de leur alleu, leur donne une certaine mesure de liberté et d'indépendance.

Les alleux simples étaient ceux sur lesquels les propriétaires n'avaient aucun droit de justice. Ils restent soumis à celle du seigneur Haut Justicier du lieu.

Nous ne rencontrons guère d'alleux souverains en Champagne.

1. La Thaumassière, *Le Franc-allev de la province de Berry*, p. 6.

2. Beaumanoir, édition Beugnot, t. II, p. 163.

Certains auteurs locaux comme Beaugier (1) ont soutenu que le comté de Champagne lui-même était un alleu souverain.

Marlot, dans son *Histoire de l'Eglise de Reims*, appelle les comtes de Champagne les petits rois de Troyes.

A vrai dire ils se conduisaient à peu près comme tels. On les voit lever des troupes, faire la guerre aux rois de France, à leurs voisins, refuser de faire hommage de leurs domaines au souverain. Plus encore ils s'attribuaient le titre et la dignité de Majesté ; ils créaient des grands officiers de leur cour (2), ils faisaient battre monnaie et accordaient des grâces à des condamnés à mort.

Mais cette thèse n'est pas défendable. Dès le ^x^e siècle on voit les comtes de Champagne faire hommage au roi. L'acte de réception d'homme lige de Thibaut III par Philippe-Auguste en 1198 nous a été conservé : « Theobaldum eomitem Trecensem recepimus in hominem nostrum ligium contra omnem creaturam de tota terra quam avunculus noster comes Henricus pater ejus tenuit a nostro genitore et quam comes Henricus pater ejusdem Theobaldi tenuit a nobis. » (3).

1. Edme Beaugier. *Mémoires historiques de la province de Champagne*, 2 vol. in-12, Châlons, 17721.

2. Les historiens Villehardouin et Joinville ont été : l'un maréchal, l'autre sénéchal de Champagne.

3. Longnon. *Documents relatifs au comté de Champagne et de Brie*, t. I. Introduction, p. XLVI. Bibl. nat., 246-140.

Par contre la châteltenie de Mouzon-sur-Meuse (1) qui appartenait aux archevêques de Reims était incontestablement un alleu souverain. « Ils la possédaient si noblement, dit une ordonnance de Charles V qu'ils ne reconnaissent aucun supérieur temporel et que la ville, le château, la châteltenie et la terre étaient sur les limites ou hors des limites de notre royaume que nous tenons aussi de Dieu seul. » (2).

Les alleux justiciers se rencontrent plus nombreux.

Une charte de 1126 mentionne la donation faite par Thibault, comte de Champagne, à l'abbé d'Hauvillers de la terre d'Alteranus fons, située au village de Villeneuve-les-Rouffy avec le droit de justice. (3)

Dans une autre de 1152, Henri, comte de Champagne, reconnaît « que ses prédécesseurs comtes de Troyes avaient donné très anciennement en toute franchise et sans aucune réserve aux chanoines de Saint Pierre de la grande église de Troyes, un des fau-

1. Dépendait du Rethélois.

2. Ordonnance de Montargis, sept. 1379. « Tam nobilitate et adeo quod neminem superiorem in temporalibus recognoscere dicebantur, exinde et pro eo quod in finibus seu juxta fines regni nostri, quod etiam a solo deo tenemus, ipsa villa castrumque, castellaniam et terra consistant. » Ordonn. des rois de France, t. VI, p. 433-434.

3. D'Arbois de Jubainville, *op. cit.*, t. II, p. 303.

bourgs de la ville appelé le bourg Saint-Denys » (1).

En 1164 une charte de Henri, comte de Champagne, de « translatione abbacie de Recluso » mentionne donation de biens « ab omni justitia et consuetudine liberi » (2).

En 1251 Jean d'Avesne, fils aîné de Marguerite comtesse de Flandre et de Hainaut décharge Jean comte de Bethel de l'hommage qu'il lui devait pour sa seigneurie de Château-Regnault qui devient ainsi un alleu justicier (3).

Les alleux simples formaient en Champagne comme dans le reste de la France la grande majorité. Ils étaient dans une situation de dépendance quant à la justice, mais les terres restaient franches et libres, ce qui était déjà considérable au moyen âge.

III

Lutte de la Féodalité contre les alleux.

Au milieu de toutes les servitudes que l'on rencontre à chaque pas, au moyen âge, les alleux avec leur

1. « Liberum donaverunt et immune ab omni justitia et exactione vel consuetudine. » Rapportée par Brussel. *op. cit.*, p. 1032.

2. Gallia Christiana, t. XI, p. 270.

3. Rappelé par Durand, commentaire de la coutume de Vitry, 1722, p. 83.

liberté et leur franchise, présentaient une situation tellement avantageuse qu'elle devait fatalement exciter les convoitises. Aussi la Féodalité engagea-t-elle, de bonne heure, contre eux, une lutte qui ne devait pas s'interrompre.

Parmi les divers moyens mis en œuvre pour soumettre les alleux, la violence fut une des plus souvent employées ; à tel point qu'on fut même obligé pour la réprimer de créer un délit spécial : l'infraction d'alleu, *infractio alodii*, relevant de la juridiction du seigneur haut justicier.

Mais de quelle efficacité pouvait-il être, si le délinquant était le seigneur haut justicier lui-même ; et il est à croire que c'était le cas le plus fréquent, puisqu'en 1315 le roi se voit obligé de signifier aux nobles « qu'ils ne pourraient rien acquérir, ni s'accroître ès leurs baronnies...ni ès alleux assis en leurs terres ». Nombre de petits alleux durent disparaître de cette façon.

D'autre part un certain nombre d'alleutiers acceptèrent des tenures féodales ou censitaires, on s'accoutuma à ne plus les considérer exclusivement comme alleutiers, et dans cette société hiérarchisée à outrance, leur qualité de vassal ou de censitaire prit bientôt le dessus.

Au début, cette acceptation d'une tenure féodale ou autre n'exerçait aucune influence sur la condition de leurs propriétés ; mais il devait fatalement arriver,

souvent, que les biens de ces propriétaires chez qui la qualité de vassal avait éclipsé celle d'alleutier, subissant la même influence, se soient insensiblement changés en tenures.

Mais la violence et l'acceptation de tenures n'étaient pas les plus redoutables ennemis des alleux. On va voir « qu'à son apogée, alors que ni la royauté, ni les communes n'avaient encore commencé à la battre en brèche, la féodalité renfermait en elle une force d'attraction singulière qui tendait par tous les moyens à entraîner dans son orbite les hommes et les choses et à les soumettre par là au système de dépendance qu'elle avait inauguré » (1).

La reprise de fief en est un exemple. La *receptio in fendum*, était l'acte par lequel un alleutier recevait d'un seigneur à titre précaire, la terre qu'il lui avait au préalable cédée en toute propriété.

Ces concessions d'alleux en fiefs avaient pour but soit une intention de libéralité à un établissement religieux, soit un avantage purement matériel, soit enfin d'obtenir la protection d'un seigneur plus puissant.

Brussel rapporte qu'il se trouve beaucoup de ces actes d'inféodation dans les cartulaires de Champagne. L'un « daté du mois de janvier 1220 (vieux style) porte que Roger, seigneur de Rosoy en Thiéra-

1. Chénon, *op. cit.*, p. 43.

che, reconnait qu'il vient de recevoir son château de Beaumont (dans l'élection de Beaugency) et toute la châteltenie de ce château, qui était en alleu, en fief et hommage lige de M^{me} Blanche, comtesse de Champagne et du comte Thébault son fils : qu'il est par là devenu leur homme lige, etc., et qu'en considération de ce, ladite comtesse et le comte son fils lui ont donné 500 livres d'argent comptant, outre 60 livres de rente. » (1).

Le premier registre des vassaux de Champagne (fin du xii^e siècle) mentionne qu'un sieur Guillaume des Rosières, tient du comte de Champagne sa maison de Troyes qu'il possédait autrefois en alleu, « posuit in augmentationem feodi » (2).

Dans le cartulaire de l'abbaye de la Celle, nous avons trouvé une transformation d'alleu en censive au profit du monastère : « Noverint universi, quod in nostra presentia constitutus, Perardus de Jugniaco et Ysabella uxor ejus, recognoverunt et confessi sunt coram nobis, se assedissee Deo et ecclesiæ sancti Petri de cella Trecensi, et dedisse duos denarios annui et perpetui census super pratum situm, ut dicebant, ante domum Faunel, et duos denarios census perpetui super terram dictam Molchamp, sitas in finagio

1. Brussel. *Nouvel examen de l'usage général des fiefs en France*. Paris, 1750, t. I, p. 126-127.

2. Dans d'Arbois de Jubainville, t. II. annexe, p. XII.

de Jugniaco, ut dicebant, et quas ipsi Perardus et uxor ejus tenebant, ut dicebant, de alodio. » (1).

D'autre part, la féodalité ne se contentait pas de supprimer les alleux ; là où elle ne pouvait les détruire, elle les dénaturait. On rencontre parfois des alleux soumis à certaines redevances ou charges féodales. Ainsi les comtes de Champagne pouvaient contrairement au droit commun, empêcher les alleutiers de construire des forteresses sur leurs alleux.

En 1172, Henri, comte de Champagne déclare la guerre à son oncle Henri de France archevêque de Reims, sous prétexte que ce dernier avait élevé une construction militaire dans son domaine de Sept-Saulx (2).

Dans une charte du mois d'avril 1206, intéressante à ce double point de vue, qu'elle nous montre une dénaturation d'alleu et une transformation d'alleu en fief, Robert II comte de Dreux et sire de Braine déclare « que la comtesse de Champagne lui a accordé qu'il pourra faire construire une forteresse dans son alleu de Fare, ou auprès, dans le parc qui est dans le même alleu, lequel il ne tenait de personne ; que la forteresse qu'il y fera bâtir sera

1. Poinsignon, *op. cit.*, t. I, p. 128.

2. Rapporté par Brussel, *op. cit.*, p. 386.

jurable et rendable du comte de Champagne à grande et petite force, et qu'il ne pourra faire construire une autre forteresse entre Braine et Fare, et la terre de Champagne » (1). La suite de la charte nous montre qu'en retour de la concession obtenue, le même Robert de Dreux transporte tout son alleu de Braine et de Fare dans le fief lige de la comtesse de Champagne et de son fils Thébaud.

L'établissement des droits de franc fief et d'amortissement a dû contribuer aussi à diminuer en Champagne le nombre des alleux. Nous n'avons pas trouvé trace d'application du droit de franc fief en Champagne ; mais les établissements religieux y étaient certainement soumis au droit d'amortissement, puisqu'en 1304 nous voyons Philippe le Bel en exempter l'église de Reims (2).

Les alleux disparurent ainsi, en fait, pour une grande partie ; mais le principe d'allodialité subsista. Nous allons voir l'usage qu'en feront les coutumes.

1. Lalore, *op. cit.*, t. VI, p. 84, n° 76.

2. Quod omnia conquesta, a tempore retroacto usque ad tempus concessionis præsentis in feodis, retrofeodis, censivis et retrocensivis, et allodiis nostris aut subditorum nostrorum, tenere possint perpetuo, absque coactione vendendi, vel extra manum ponendi aut financias præstandi nobis præisdem. » Lettre de mai 1304, § 2. Ordonnances des Rois de France. t. I, p. 407.

CHAPITRE II

Les alleux dans les coutumes Champenoises

L'étude des alleux dans les différentes coutumes de Champagne soulève deux questions : Comment ces coutumes ont réglé le conflit entre le principe féodal et le principe allodial ; et de quelle manière elles ont traité les alleux.

I

Théorie de la directe seigneuriale

La première question revient à se demander quelle présomption admettaient les coutumes lorsque la qualité d'une terre était contestée. A qui incombait le fardeau de la preuve ? Au seigneur qui réclamait la directe ou au propriétaire qui la repoussait ?

Une étude sommaire de la question dans les différentes coutumes du royaume fera mieux ressortir les solutions adoptées par les coutumes de Champagne.

Jusqu'au xiv^e siècle, la féodalité triomphe des alleux, mais elle triomphe en fait et non en droit. Au moment où les progrès de la royauté restreignent leurs droits politiques, les seigneurs cherchèrent à augmenter leurs droits pécuniaires. Ils tentèrent de faire admettre le principe de la directe seigneuriale, d'après lequel toute terre devait être fief ou censive, et par suite payer les droits féodaux ou censuels au seigneur féodal ou justicier, dans les limites duquel elle était enclavée. Cette prétention se traduisait par la maxime « nulle terre sans seigneur » (1).

Il faut remarquer toutefois qu'à l'origine cette maxime s'appliquait uniquement à la justice. Tous

1. La paternité de cette maxime a été attribuée au chancelier Duprat mort en 1535. La règle existait bien avant lui. Chabrol (*Coutumes générales et locales de la province d'Auvergne*, t. II, p. 876), nous apprend que le praticien Jacoby qui vivait sous Philippe le Bel en parlait déjà. Beaumanoir en 1283 dans sa *Coutume de Beauvoisis* exposait une doctrine analogue : « Quand li sires voit aucun de ses sougiez tenir en héritage d'esquies, il ne rend à nullui cens, rentes, ne redevances nulles. Li sires y puet jeter les mains et tenir comme siens propres ; car selonc nostre coustume ne puet tenir des alues et on appelle alues ce qu'on tient sans faire nulle redevance à nullui ; et si queus s'aperçoit avant que nus de ses sougiez que tel aleus soit tenues en sa contrée il les puet penze comme siens, ne nen est tenus à rendre, ne à répondre à nus de ses sougiez pour che que il est sires de son droict et de tout che que il trouve en alues. », éd. Beugnot, chap. XXIV, p. 123.

les alleux en effet, à l'exception des alleux souverains, étaient soumis quant à la justice à celle du roi pour les seigneurs hauts justiciers ; à celle du seigneur haut justicier du lieu pour les autres.

Mais cette supériorité ne met point obstacle à leur franchise. Les auteurs du ^{xiv}^e siècle sont unanimes sur ce point. Ainsi Jean Desmarès : « Terra libera, hoc est talis terra de qua nemini servitutem nec census nec tenetur ab aliquo domino... nisi quo ad ressortum. » (1).

En 1388, Jacques d'Ableiges dans le *Contumier de France* dit : « Franc Aleu est un héritage tellement franc, qu'il ne doit point de fonds de terre, ne d'ice-luy n'est aucun seigneur foncier, et ne doit vest, ne devest, ne rentes, ne saisines, ni autres servitudes à quelque seigneur : mais quant est à justice, il est bien subject à la justice ou juridiction d'aucun. » (2).

C'est également la doctrine de Guillelmus Benedictus à la fin du ^{xv}^e siècle : « Et sunt allodia bona propria alicujus quæ proprie dicuntur bona sua : quia allodium ita est proprium alicujus patrimonium, quod a nemine alicujus, nec recagnoscitur nisi a solo deo ; ita quod nulli facit servitium per-

1. Desmarès. Décision 17. Les décisions de Desmarès ont été publiées à la suite du commentaire sur le coutumier de Paris de Brodeau. Paris, 1658-1669.

2. Jacques d'Ableiges, *Grand coutumier*, II. 33.

sonale aut pecuniarium ; idcirco dicitur francum, quia sui juris est nulli subjacens servituti ; et cui onus imponi non potest sine consensu possessoris... subjungens ibi, quod allodium dicitur hereditas quam quisque illam habens vendere aut donare potest, vel quovis alio modo in quemcumque transferre, et sic dicitur sua propria, quasi omnimodo proprietas... in quibus nullum jus princeps habet nisi protectionis et supremæ jurisdictionis... » (1).

Au xvi^e siècle Dumoulin exprime encore la même idée : Multa enim sunt feuda non dependentia a rege sed ab allaudiis quæ a nullo moventur, nec a rege quidem ; sed nullus est locus in hoc regno qui non subsit supremæ Jurisdictioni et majestati regiæ, nec sacer quidem. Aliud jurisdictio et majestas regia, regia aliud dominium directum feudale vel censuale et eorum recognitio (2).

Cette distinction du domaine direct et de la juridiction était bien subtile, surtout pour des seigneurs déjà naturellement adversaires des alleux. La confusion entre ce qui était dit du domaine direct et ce qui était dit de la justice était chose facile et servait leurs intérêts : ce fut une arme terrible entre leurs mains. Ce système en effet, obligeait l'alleutier, en cas de conflit avec un seigneur prétendant avoir le

1. Cité par M. Chénon, *op. cit.*, p. 103, note 1.

2. Dumoulin *op. cit.*, § 1 glose 6, n° 12.

domaine direct sur sa terre, à en prouver la liberté par un titre. Or un alleu, tout au moins un alleu d'origine, est précisément sans titre puisqu'il n'a jamais cessé d'être un alleu.

C'est surtout au moment de la rédaction des coutumes qu'ils tentèrent de se faire attribuer la directe seigneuriale : « Ils comprenaient bien qu'une fois reconnue par des textes sanctionnés par le roi, l'allodialité n'aurait plus rien à craindre des empiétements de la féodalité, et qu'entre les deux principes, le principe de liberté et le principe de sujétion, la limite serait pour longtemps inflexiblement tracée. » (1).

La lutte fut vive, et ne fut pas partout couronnée de succès ; aussi revinrent-ils à la charge aux états généraux de Blois où l'ordre de la noblesse demanda que toutes les terres du royaume fussent déclarées féodales ou censuelles. Leur prétention ne fut pas admise.

Quels ont été les résultats de cette lutte. Nous allons nous en rendre compte en examinant les coutumes que nous diviserons pour cela en six catégories : Les coutumes anti-allodiales expresses, les coutumes allodiales implicites, les coutumes censuelles expresses, les autres coutumes censuelles, enfin les coutumes muettes sur la question de l'allodialité.

1. Chénon *op. cit.*, p. 106.

A la première catégorie appartiennent les coutumes ou les alleux étaient absolument proscrits et où la maxime « nulle terre sans seigneur » eut son plein effet.

C'était la coutume de Bretagne, où d'Argentré ajoutait ce commentaire : « il est même faux de considérer les choses comme libres par droit primaire et primordial, au point de les réputer là où existent des alleux, allodiales plutôt que féodales. S'il y a quelque part de tels alleux, certainement en Bretagne il n'en existe point, bien plus, il est partout de vérité banale, que tout domaine, toute possession, pour tout possesseur et quelle qu'en soit la provenance sont tenus en fief, ce que l'ancienne coutume avait exprimé à l'article 224 : « Homme ne peut tenir terre sans seigneur. » (1).

L'article 328 de la nouvelle coutume s'exprimait ainsi : « Nul ne peut tenir terre en Bretagne sans seigneur parce qu'il n'y a aucun franc alleu en icelui pays. »

Même langage dans les coutumes de Senlis (2), de Blois et du Boulenois (3).

1. D'Argentré. *Commentarii in patrias Britonum leges*, col. 1331.

2. Art. 262. — « Aucun ne peut tenir terre sans seigneur ». Bourdot de Richebourg, *op. cit.*, t. II, p. 731.

3. Art. 33. — « Au comté et bailliage de Blois et ressort d'iceluy ; y a trois droits seigneuriaux recognitifs de seigneurie : C'est à savoir fief, cens et terrage : lesquels s'appellent seigneur-

Dans les coutumes allodiales expresses, toute terre était réputée franche. Le seigneur qui prétendait avoir sur une terre la directe féodale ou censuelle devait prouver cette directe par titre.

A cette catégorie appartiennent les coutumes de Metz (1), de Verdun (2), de Langres (3), d'Auxerre (4). La coutume du Nivernais est en particulier très précise : « Tous héritages sont censez et présumez francs et allodiaux, qui ne montre du contraire (5). »

riaux, pour ce qu'aucun ne peut tenir héritage ledit comté, bailliage et ressort, sinon qu'il le reconnaisse tenir d'aucun seigneur à l'un des trois droits, si lesdits héritages n'étaient bien et deuement amortis, et que les seigneurs y prétendant censive, terrage ou féodalité, eussent été payés de leurs indemnitez. » Dans Bourdot de Richebourg, *op. cit.*, t. III, p. 1049-1050. — Dans le Boulenois « il n'y avait pas d'alleux ». Le Roy de Lozembrune. *Comm. de la coutume de Boulenois, dans les coutumes de Picardie*. Paris, 1726 ; t. II, p. 103.

1. Coutume de Metz, titre III. Art. 16. — « Terre prétendue féodale doit estre rescognue ou prouvée telle par titre, autrement elle serait tenue alleuiale. » B. de Richebourg, *op. cit.*, t. II, p. 339.

2. Coutume de Verdun, titre I. Art. 12. — « Si le seigneur féodal fait saisir le fief de son vassal et ledit vassal nie que ledit fief soit mourant de luy, et ledit seigneur le prouver, ledit vassal perd son fief. » B. de Richebourg, *op. cit.*, t. II, p. 427.

3 et 4. Pour les coutumes de Langres (art. 4) et d'Auxerre (art. 23). Voir R. de Richebourg, *op. cit.*, t. III.

5. Bourdot de Richebourg, *op. cit.*, t. III, p. 1134.

Après ces coutumes dont l'allodialité est expressément déclarée, viennent celles qui renferment des dispositions incompatibles avec la maxime « nulle terre sans seigneur », comme par exemple la prescriptibilité du cens par le censitaire : « Il n'en faut pas davantage, dit Merlin, pour décider que le franc alleu naturel forme le droit commun du pays. » Il ne suffit donc pas aux seigneurs, dans ces coutumes, d'avoir des titres valables, il faut encore que ces titres ne soient pas prescrits. D'où l'obligation qui leur est imposée de justifier leur demande.

Les coutumes de Bourbonnais, d'Auvergne, Haute-Marche, Lorraine et Barrois. Franche-Comté, Bourgogne, Bresse, Bugey (1).

Les coutumes censuelles expresses sans proscrire les alleux ne les présument point. Elles parlent de ce principe historiquement insoutenable que toute terre est dépendante, sauf à son possesseur à prouver sa franchise par un titre. Ce système exclut toute une catégorie d'alleux : les alleux d'origine, qui précisément n'ont pas de titres : seuls les alleux de concession trouvaient grâce.

La coutume de Péronne dit : « Nul n'est fondé en franc alleu s'il n'en fait apparoir » (2).

1. Coutume du Bourbonnais. Art. 22, Bourdot de Richebourg, *op. cit.*, t. III, p. 1233.

Coutume de la Marche, *ibid.*, t. IV, p. 1115. Pour les autres coutumes, voir Chénon, *op. cit.*, p. 128 et suiv.

2. Art. 102 dans Bourdot de Richebourg, *op. cit.*, t. II, p. 692.

Les coutumes du Poitou, d'Angoumois, Saintonge, Hainaut, Cambrésis, observent la même règle (1).

Sans être aussi formelles, certaines coutumes contenait des dispositions incompatibles avec la règle « nul seigneur sans titre », et étaient de ce fait censuelles.

Telles étaient notamment les coutumes de Paris, Orléans, Chartres, Normandie, Maine, Anjou, Artois, Aunis, Vermandois (2).

1. Coutume d'Angoumois, art. 33. — « Tout seigneur chaste-lain est fondé par la coutume et commune observance du pays et comté d'Angoumois de soy dire et porter seigneur direct de tous les domaines et héritages, étans en icelui qui ne montre deurement du contraire », Bourdot de Richebourg, *op. cit.*, t. IV, p. 843.

Coutume de Saintonge, art. 18. — « Tout seigneur de fief se peut dire et porter seigneur de toutes et chacune les choses situées en son fief... excepté les choses en dedans de son dit fief, et tenues d'autrui, ou par gens d'église en franche aumône, ou autre titre particulier ». B. de Richebourg, *op. cit.*, t. IV, p. 884.

Coutume de Hainaut : chap. III, art. 102 des chartes de 1609 : « Tous biens immeubles sont réputez fiefs, si par fait spécial n'appert du contraire. » B. de Richebourg, *op. cit.*, t. II, p. 126.

Coutume de Cambrai, art. 1^{er}, titre II : « Tous héritages et biens immeubles, qui ne sont fiefs, sont communément appel-ler, réputés et tenus héritages main-ferme. » B. de Richebourg, *op. cit.*, t. II, p. 286.

2. V. Chénon, *op. cit.*, p. 151 et suiv.

D'autres coutumes enfin, peu nombreuses au reste, sont muettes sur la question des alleux. Les textes, la jurisprudence et l'histoire de la coutume sont également indécis et ne se prononcent pas de façon certaine. Dans ces pays, la question passe sur le terrain des faits : Il faut voir ce qui devait être (1). Les jurisconsultes anciens les rangeaient chacun selon leur préférence, dans les coutumes censuelles ou allodiales.

Telles étaient les coutumes d'Amiens, de Touraine et de Berry.

Les pays de droit écrit étaient allodiaux pour la plupart, tels le Mâconnais, le Lyonnais, le Rouergue, le Roussillon, le comté de Foix, le Bordelais, le Limousin et la Gascogne. La Provence et une partie de la Guyenne étaient censuels.

II

Les Coutumes Champenoises.

En 1224, Thibault IV, comte de Champagne, rendit une ordonnance renfermant certains usages admis en Champagne.

A cette ordonnance vint s'ajouter une compilation

1. V. Chénon, *op. cit.*, p. 165.

d'usages et de jugements, œuvre purement privée (1). L'ensemble constitua ce que l'on a appelé l'ancien coutumier de Champagne ; il eut en fait force de loi jusqu'à la rédaction officielle de la coutume (2).

Au xv^e siècle alors que la tendance générale était de coordonner les usages locaux pour en constituer les coutumes générales d'une province, un mouvement contraire se produisait en Champagne. Les anciennes coutumes de la province, dont l'ancien coutumier était l'expression, se dissociaient et donnaient naissance à plusieurs coutumes particulières.

C'est ainsi que se sont formées les coutumes champenoises de Troyes, Chaumont, Sens, Vitry, Châlons, Sézanne, Reims et Meaux dont nous allons étudier les dispositions relatives aux alleux.

L'article 50 de l'ancien coutumier disait : « Générale coutume est en Champagne, que quiconque met la main à l'héritage et le saisit, soit pour cause de fief ou défaut de censive ou de coutume, ou de terrage, il n'en doit ôter sa main, se on ne lui noye son droit ; et se on ly noye, il le doit recroire et prouver ; et se il prouve son droit, il emporte l'héritage ; et cil

1. Voir à ce propos Chénon. L'ancien coutumier de Champagne, dans la *Nouvelle revue historique de droit français*, t. XXXI, p. 286-344.

2. Glasson. *Histoire du droit et des institutions de la France* (1891), t. IV, p. 43.

qui a fait noy, le perd; et ainsi en use l'en. » L'obligation de prouver la directe était donc à la charge du seigneur, ce qui est un caractère indiscutable d'allodialité.

Nous ne retrouverons pas cette disposition dans toutes les coutumes champenoises. Celles de Meaux et Reims sont, en effet, censuelles ; par contre celles de Troyes, Chaumont et Sézanne sont expressément allodiales ; celles de Châlons-sur-Marne, Vitry et Sens renferment des dispositions incompatibles avec la règle « nulle terre sans seigneur » et doivent être considérées comme allodiales.

La coutume de Meaux (1) (art. 189) dit expressément : « Par ladite coutume franc aloy par tout ledit baillage et ancien ressort d'iceluy ne peut être tenu ou possédé sans titre particulier. » Et celle de Reims (2) : « la plupart des héritages roturiers sont tenus en censives. » Ces dispositions furent admises sans conteste lors de la rédaction des cou-

1. La coutume de Meaux fut publiée le 5 octobre 1509 par les soins de M^e Thibault Baillet, conseiller du roi, président en sa cour du Parlement, commissaire désigné par lettres patentes données à Blois le 18 septembre 1509.

2. La coutume de Reims fut publiée le 2 juillet 1557 par les soins de M^e Chistophe de Thou, Président ; Barthelémy Faye et Jacques Viole, conseillers en la cour de Parlement, à ce commis et députés par le roi.

tumes ; les procès-verbaux de rédaction ne mentionnent aucune protestation et les commentateurs n'envisagent même pas l'hypothèse d'une contradiction.

La coutume de Troyes (1) est une des plus nettes sur la question de l'allodialité. Son article 50 dit formellement : « Tout héritage est franc et réputé franc alleu qui ne le montre être serf et redevable d'aucune charge : posé qu'il soit assis dans la justice d'autrui et qu'il n'en ait titre (2). » Le seigneur qui prétend avoir une directe doit fournir la preuve.

Cette obligation fort gênante n'avait pas été admise sans conteste de la part des seigneurs. Le procès-verbal de rédaction de la coutume raconte : « Les nobles et aucuns des gens d'Eglise ayant haute justice, estant en ladite assemblée, ont dit que de ce il n'y en a point de coutume, et que si les gentilshommes tenant fiefs sont tenus, pour raison d'iceux, faire envers le roi le foi et hommage, aller au ban et arrière le ban, et faire service : pour plus forte raison un roturier qui tient terres en leur justice est

1. La coutume de Troyes fut rédigée le 5 mars 1493 en vertu de lettres patentes de Charles VIII, en date à Montils-Tours du 28 janvier 1493, à Jean-de-Rossey, lieutenant général de M. le Bailly de Troyes. Elle fut réformée et publiée le 29 octobre 1509 par les soins de M^e Thibault Baillet et Roger Barme, suivant leurs lettres de commission en date à Blois du 28 septembre.

2. B. de Richebourg, *op. cit.*, t. III, p. 243.

tenu de leur payer quelque censive ou redevance ; et ne les peuvent tenir sans seigneur ; autrement, terres roturières seraient plus privilégiées que féodales. Les gens d'Eglise non ayant justice, praticiens ou autres bourgeois disant au contraire, que toute servitude vienne à restreindre et à abolir, et toute liberté à soutenir, et qu'aussi de droit toutes terres sont franches. Et parce que celui qui y peut prétendre cens ou servitude le doit monstrier et faire apparoir, alias, ou faute de ce, ledit héritage ou terre doit estre dite ou réputée franche. Vu lequel différend, qui n'estoit seulement audit bailliage de Troyes, mais ès bailliage de Chaumont et de Vitry (lesquels avaient été remis à la cour) nous avons ordonné que lesdits gens d'Eglise, nobles et praticiens, inscriroient et produiroient, ce que bon leur sembleroit ; afin d'en faire rapport à la cour pour par icelle en estre ordonné ; et que cependant, les gens d'Eglise et nobles useront, quant à cet article, sur leurs sujets, de tels droits qui leur peuvent compéter et appartenir ; en réservant à leurs sujets leur défense au contraire. Et pour plus amplement déclarer le fait dudit franc alleu, a semblé à tous les assistants que l'on devait mettre l'article qui suit (1). » C'est-à-dire l'article 51

Les seigneurs ne se tinrent pas pour battus. Plusieurs eurent recours à la justice pour faire recon-

1. Bourdot deRichebourg. *op. cit.*, p. 260 et 261.

naître leur directe. Mais la jurisprudence ne put que reconnaître l'allodialité de la coutume de Troyes. Pithou dans son commentaire sur l'article 51 rapporte un arrêt du 20 novembre 1574, rendu contre le baron de Saint-Just qui avait saisi une terre à faute d'aveu : « fut la saisie déclarée tortionnaire, n'ayant auparavant justifié son droit prétendu au détempteur, qui maintenait que son héritage était de franc alleu ; et que lui et ses prédécesseurs en avaient ainsi joui et icelui acquis en cette qualité. » Legrand cite trois autres arrêts rendus dans le même sens les 3 avril 1568, 14 avril 1603 et 14 mai 1602 (1).

Plus tard Galland, l'irréductible adversaire du franc alleu soutint que l'allodialité de la coutume de Troyes était une innovation introduite lors de la rédaction de 1509 ; mais cet avis est isolé. « En notre coutume, dit Le Grand, la présomption a toujours été pour les détenteurs que les héritages sont francs et allodiaux, si les seigneurs ne montrent ce droit de cens ; c'est-à-dire que nous présumons qu'originaiement et de toute antiquité, les héritages ont été possédés franchement et allodialement. » (2). Il ajoute qu'en fait les héritages allodiaux étaient rares dans le ressort de Troyes ; mais la question de fait ne préjudicie en rien à la question de droit.

1. Voir Le Grand. *Commentaire de la commune de Troyes*, p. 162.

2. Le Grand, *ibid.*, p. 162.

Non moins précise est la coutume de Chaumont en Bassigny (1), dont l'article 62 porte : « l'on tient audit baillage que tout héritage est réputé franc qui ne le prouve être redevable d'aucune charge, quelque part qu'il soit assis. » « Tout héritage est ici réputé franc, dit de Laistre, commentateur de la coutume de Chaumont, s'il n'appert du contraire, c'est-à-dire que la présomption est tout en faveur du tenancier ; une possession de franchise lui suffit, et il n'a besoin d'aucun titre pour l'établir (2). » L'article n'avait pas été adopté sans protestations « cette disposition a souffert anciennement beaucoup de contradictions. A peine fut-elle proposée dans l'Assemblée des états lors de la dernière rédaction que les nobles s'écrièrent contre sa teneur prétendant que l'usage était totalement contraire et qu'on voulait par cet article introduire un droit nouveau (3) ». A vrai dire la rédaction de 1494 n'en parlait pas. L'article fut renvoyé à la cour sous la même réserve que l'article 51

1. Le procès-verbal de rédaction de la coutume de Chaumont est daté des 17, 18, 19, 20, 21, 22, et 23 avril 1494 et avait été rédigé en vertu de lettres patentes du roi Charles VII, en date à Montils-les-Tours du 28 janvier 1494. Elle fut réformée et publiée le 20 octobre 1509 par les soins de Thibault Baillet et Roger Barne en vertu de lettres patentes à eux données et datées à Blois du 18 septembre 1509.

2. De Laistre. *Commentaire de la coutume de Chaumont en Bassigny*. Paris, Nicolas Le Clerc. 1733, p. 183.

3. De Laistre, *ibid.*, p. 183.

de la coutume de Troyes. « Malgré ces oppositions, conclut de Laistre, l'article tel qu'il est écrit à toujours été observé dans toute l'étendue de ce bailliage ; il y passe pour maxime constante et indubitable (1). » Je rapporte en outre trois arrêts conformes des 6 septembre 1658, 8 janvier 1659 et 7 mars 1665 (2).

Au ressort de Meaux, la coutume locale de Sézanne, Treffou et Chantemarle, s'exprime de façon analogue : « Par la coustume gardée esdites châtellemies... tout héritage est franc de censives, s'il n'appert du contraire, supposé qu'il soit assis en la haute justice d'aucun haut justicier (3). »

Les coutumes de Châlons et de Sens n'ont pas d'article établissant expressément leur allodialité, mais il est facile de la tirer de divers articles. La coutume de Châlons en maints endroits parle des alleux. En outre l'article 123 semble considérer les censives comme formant l'exception : « Vest ou Devest n'est requis par la coutume... sinon pour vendition d'héritages chargés de cens... (4) » « Et environ Châlons, ajoute Godet, il ne faut vest ou devest la cause si est ce parce qu'il n'y a ny lots ny ventes ainsi qu'il est porté au vieil coutumier de Champagne. »

1. De Laistre, *ibid.*, p. 183.

2. Ces arrêts se retrouvent dans Merlin, *op.cit.*, p. 324.

3. Dans Bourdot de Richebourg, *op. cit.*, t. III, p. 403.

4. Louis Godet. *Les coutumes de Châlons*. Châlons, in-32, 1715, p. 123-124.

L'article 200, au reste, déclare qu'un vassal n'est tenu d'avouer ou désavouer son seigneur que lorsque celui-ci a fait la preuve de sa mouvance (1), ce qui est bien conforme à la règle « nul seigneur sans titre ». A vrai dire les alleux étaient peu nombreux au ressort de Châlons : « Aussi me suis-je laissé dire par les plus anciens avocats de cette ville, qu'il y a peu ou point de franc-alleu au ressort de Châlons (2) », une situation en droit n'en est pas moins établie.

La coutume de Sens (3) est muette sur la question des alleux. Lors de la réformation de la coutume, des réclamations s'étaient élevées comme partout, lors de la discussion des articles 20, 21 et 225. Les habitants de Sens, Tonnerre, Chablis, Marigny,

1. Godet, *ibid*, p. 190.

2. Godet, *ibid*. p. 161 sous l'article 165.

3. La première coutume de Sens avait été rédigée en présence des nobles gens d'Eglise et bourgeois par M. François Boucher, lieutenant général au bailliage, en vertu de lettres patentes de mai 1495. Charles VIII en septembre 1497 donna des lettres patentes pour la publication de la coutume. Mais les commissaires nommés n'arrivèrent point à Sens avant la mort du roi. Elle ne furent publiées qu'en octobre 1506 par MM. Thibault Baillet et Guillaume de Besançon.

La nouvelle coutume fut publiée les 20, 21, 22 novembre 1555 par MM. Christophe de Thou, Christophe de Harlay et Barthelémy Faye, conseillers du roy, en vertu de lettres patentes données à Saint-Germain-en-Laye le 17 août 1555.

Mussy l'Evêque, Clesle et Bagneux notamment, avaient déclaré qu'au bailliage de Sens il existait des alleux et avaient demandé qu'on réglât leur condition. Les articles furent renvoyés à la cour ; mais la jurisprudence se prononça toujours dans le sens de l'allodialité. Bourdot de Richebourg (1) rapporte un arrêt rendu le 11 mars 1552 au profit de particuliers contre Messire François du Bellay comte de Tonnerre, déclarant « qu'en cette coutume les héritages étaient réputés libres ».

Sur l'allodialité de la coutume de Vitry (2), « on a, dit Merlin, écrit des volumes de part et d'autre ». Il est certain que dans peu d'endroits la lutte fut aussi vive. Elle commença dès la réformation de la coutume en 1509, lors de la discussion de l'article 16. L'article était ainsi conçu : « Aussi toutes terres tenues et réclamées franchises par dix ans entre présents et vingt ans entre absents, âgés et non privilégiés, avec juste titre et bonne foi, sont toujours franchises de cens, redevances, ou servitudes. Et aussi on en use » (3). Il souleva les protestations de la noblesse et d'une partie du clergé. Voici du reste

1. *Op. cit.*, t. III, p. 523.

2. La coutume de Vitry rédigée une première fois en 1481, fut rédigée à nouveau et publiée le 15 octobre 1509 par M. Thibault Baillet et Roger Barthe en vertu de lettres patentes à eux données à Blois le 18 septembre 1509.

3. Durand, *op. cit.*, p. 70.

le texte du procès-verbal : « Les avocats, praticiens et gens du tiers état dudit bailliage, nous ont dit qu'en la dernière assemblée ledit article avait été mis et ajouté ; mais que paravant y avait article ès coutumes, qui premièrement avaient été rédigées par écrit, contenant par exprès : que toutes terres au païs de Champagne étoient réputées franchises de censives et autres redevances, sinon que le seigneur y prétendant censives ou redevances en fit apparoir par titre ou possession suffisante ; et aussi que de droit toutes terres sont censées et réputées franchises. Une grande partie des gens d'Eglise et nobles disans au contraire, et que de ce n'y en avait coutume audit bailliage, et ne pouvaient les sujets d'icelui tenir terre sans seigneur, et lui en payer censives ou droiture (1) Pour lesquels differens et diversité des

1. Bertin du Rocheret (*Journal des états tenus à Vitry le François en 1744*, publié par Nicaise, Châlons, 1864) est plus explicite. Parlant du procès-verbal de 1509 : « Toutes les contestations furent débattues et terminées par ce procès-verbal, à l'exception de l'article 16 qui fixe la franchise et allodialité du pays, dont l'axiôme est nulle servitude sans titre.

« Dans une assemblée tenue par les trois états, cette loi primordiale du pays aurait été rédigée en ces termes exprès, conformes aux anciennes coutumes :

« Article de l'allodialité.

« Toutes terres au pays de Champagne sont réputées franchises de censives et autres redevances, sinon que le seigneur y prétendant censives ou redevances en fit apparoir par titre ou pos-

causes et raisons alléguées en cette matière, avons ordonné que les gens d'Eglise et nobles écriront leurs causes et raisons ; et ceux du tiers état, avocats et praticiens au contraire ; et produiroient d'une part et d'autre ce que bon leur sembleroit, afin d'y pourvoir par messeigneurs de la Cour : et que cependant, lesdits gens d'Eglise et nobles useroient sur leurs sujets de tels droits qui leur peuvent compéter et appartenir, en réservant auxdits sujets leurs défenses au contraire ».

L'article n'ayant pas été accordé la lutte continua ; les seigneurs transportèrent la question sur le terrain judiciaire et cherchèrent à faire admettre leurs prétentions par les tribunaux.

session suffisante, et aussi que de droit toutes terres sont censées et réputées franchises.

« Aussi toutes terres occupées, tenues et réputées franchises, par dix ans entre parents et vingt ans entre absents, agés et non privilégiés avec juste titre et bonne foi, sont : toujours franchises de cens, redevances et servitudes.

« Et ainsi en use-t-on. »

.
Mais quel fut l'étonnement de presque tous les membres de l'assemblée, lorsqu'à l'inspection du nouveau coutumier qui lui fut présenté par les commissaires, on vit qu'on avait retranché la première et principale partie du rédigé, et qu'on n'y avait inséré que la seconde en ces termes : (Texte de l'article 16) les avocats, praticiens et gens du tiers état s'élevèrent contre la publication de cet article ainsi tronqué : On dit que ce fut l'ouvrage de Thierry de Lenoncourt, bailli de Vitry. » p. 4 et 5,

Leurs principaux arguments étaient que la coutume reconnaissait bien les alleux, mais ne s'expliquait pas sur la présomption de droit pour ou contre ; que du reste, elle s'exprimait comme la coutume de Paris qui n'était point allodiale ; qu'au surplus, l'article 16 qui établissait la prescriptibilité du cens n'avait pas été accordé.

Il était cependant facile de voir qu'en fait la présomption d'allodialité avait toujours existé dans le ressort de la coutume de Vitry.

Nous avons vu que l'ancien coutumier de Champagne rédigé en 1509 mettait à la charge du seigneur l'obligation de prouver sa directe (1) ; ce qui implique la présomption d'allodialité ; d'autre part, les usances de Vitry rédigées en 1481 reproduisent la même disposition dans leur article 103 : « Quiconque fait saisir héritage pour cause d'hommage non fait ou pour défaut de censive, de terrage, de coutume non payée ; il n'en doit point oter sa main, si on ne lui nie son droit ; et s'il lui est nié, il en doit oter sa main et prouver son droit ; et icelui prouvé, il emporte ledit héritage et il perdra celui qui lui aura mis en ny son dit droit. ».

La réformation de 1509 n'a donc pu que confirmer les droits établis.

Les textes de la coutume au reste sont probants.

1. Art. 50. Voir *supra*.

L'article 16 établit la prescriptibilité du cens ; or seules les coutumes allodiales l'admettent.

L'article 18 (1) condamne ouvertement la prétention des seigneurs à une censive générale et indéfinie : « Les Seigneurs qui ont en leurs terres droits de censives... » Tous ne l'ont donc pas et ceux qui l'ont semblent bien être l'exception.

L'article 16, au chapitre II de la coutume, intitulé « Du Franc Aleu » dit : Audit Bailliage y a franc-alleu noble et franc aleu roturier. » Il ne dit pas il y a des francs aleux, ce qui pourrait laisser supposer que la coutume ne les admet qu'à titre d'exception (2). Il s'exprime au contraire en termes généraux et bien à titre de droit coutumier.

L'article 40 est la reproduction de l'article 103 des usances de Vitry et de l'article 50 de l'ancien coutumier de Champagne : « Ou le seigneur féodal fait saisir le fief de son vassal et ledit vassal nie que ledit fief soit mouvant dudit seigneur, et ledit seigneur le prouve, ledit vassal perd son fief ; mais en terre

1. Art. 18. — « Les seigneurs, qui ont en leurs terres droit de censives, quand ledit cens porte lods et vente, vêtures et amendes, lesdits seigneurs peuvent au moyen dudit droit prendre et avoir les héritages ainsi chargés, quand on les vend pour le prix de la vendue : ou, si mieux leur semble, ils en auront les lots et vente selon la coutume du lieu. » Durand, *op. cit.*, p. 84.

2 . Provenant d'affranchissement de censives par exemple.

de censive, quand le détenteur ou le propriétaire nie au seigneur son cens, et le seigneur le prouve, le détenteur ne perd pour ce sa dite terre. » (1). Il met la preuve de la directe à la charge du seigneur ; et il a été adopté sans discussion lors de la confection du procès-verbal.

La jurisprudence, elle-même, pendant près de deux siècles se prononça dans la grande majorité des cas, dans le sens de l'allodialité (2).

La question semblait ainsi tranchée, nous verrons reprendre la lutte au XVIII^e siècle et les seigneurs tenter leur dernier effort contre la liberté.

III

Les Alleux d'après les coutumes Champenoises

A) — *Les alleux nobles et les alleux roturiers.* —
La distinction des alleux en alleux nobles et alleux

1. Durand, *op. cit.*, p. 141.

2. On peut citer de nombreux arrêts des 20 novembre 1604, 26 juillet 1608, 12 avril 1614, 14 août 1618, 19 janvier 1619, 17 mai 1619, 22 août 1620, 6 avril 1621, 12 avril 1624, 11 août 1628, 28 avril 1646, 11 juillet 1654, 30 juillet 1667, 4 février 1673, 22 mai 1676, 17 mai 1679, 28 août 1680, 14 décembre 1683, 14 août 1688, 14 mai 1690, 8 juillet 1698.

Contra : 11 mai 1595, 20 juin 1607, 19 mai 1612, 23 août 1612, 18 février 1617, 7 mars 1626, 28 août 1632, 5 août 1683. 4 août 1684, 12 juillet 1540.

roturiers était déjà ancienne lors de la rédaction des coutumes.

Elle apparaît dès les débuts du ^{xiv}^e siècle en 1305 dans une ordonnance de Philippe le Bel et plus clairement en 1315 dans une ordonnance par laquelle Louis X défend aux non nobles d'acquérir un alleu de grande valeur avec juridiction, sans sa permission (1).

A la fin du ^{xiv}^e siècle, la distinction était nettement établie sur des bases définitives (2).

Les coutumes de Troyes et de Vitry mentionnent la distinction des francs-alleux nobles et des francs-alleux roturiers et en donnent des définitions explicites. Le franc alleu est noble « quand il y a seigneurie et haute justice » (3). « Terre sans justice » est le

1. Ordonnance de 1315 § 4 : « De alodiis liberis in emphiteosim vel acapitum datis, seu alias translatis, non dabitur financia, dum tamen non sit allodium magne rei, cum jurisdictione et districtu, cujus alienationem de nobili in innobilem fieri nolumus, nisi de nostra licentia aut gratia speciali. » Ordonn. des rois de France, t. I, n° 554.

2. Voir à ce sujet Chénon, *op. cit.*, p. 78-88.

3. Troyes art. 52. — « Audit bailliage y a franc aleu noble et franc aleu roturier. Et est franc aleu noble, quand il y a seigneurie et haute justice dont le détempteur n'est tenu de faire foy ne hommage, ne payer quints ne requints. » — Vitry, art. 17. — « Audit Bailliage y a franc aleu noble, et franc aleu roturier. Et est franc aleu noble, quand il y a seigneurie et haute justice dont le détenteur n'est tenu de foi, hommage et service, ou autres droits seigneuriaux à quelques personnes que ce soit. »

franc alleu roturier : « franc-alleu roturier est terre sans justice, pour laquelle le détenteur ne doit cens, rentes, lots, ventes ni autres redevances » (1), dit la coutume de Troyes, et celle de Vitry s'exprime mot pour mot de la même façon (2).

La coutume de Châlons parle du franc-alleu sans mentionner la distinction ; mais Godet, son commentateur, déclare sous l'article 165, « lorsque quelque justice est annexée à iceluy (au franc-alleu) il est réputé noble » (3). Il est à remarquer en outre qu'il n'exige pas la haute justice.

La coutume de Chaumont sous-entend la distinction : « Toute personne noble peut acquérir et tenir fiefs et terres quels qu'elles soient... ce que ne peut faire une autre personne qui ne sera pas noble ni privilégiée. » (4).

De même les coutumes de Meaux et Sens. Celle de Meaux après avoir donné l'ordre de succession aux fiefs parle « des héritages roturiers et non nobles » (5). Il y a donc des héritages nobles qui suivent la règle des fiefs.

1. Troyes, art. 53.

2. Vitry, art. 20.

3. *Commentaire sur la coutume de Châlons*, édition de 1615, p. 161.

4. Chaumont, art. 10.

5. Meaux, art. 160.

La coutume de Reims a une théorie toute particulière : « Tous biens immeubles sont tenus ou noblement en fief, ou roturièrement en censive ou en franc alleu. » (1). Il y a donc trois sortes d'immeubles : les fiefs, les censives et les alleux. Les alleux ne font point partie de la hiérarchie féodale ; elle les met en dehors de la classification des terres nobles et roturières, classification qui n'est en somme qu'une des conséquences du régime féodal.

Il ne faut d'ailleurs pas croire, à cause de cette distinction des alleux nobles et roturiers croire à une similitude entre les alleux et les tenures féodales, il n'en existe aucune.

On ne doit pas non plus s'imaginer que la justice qui appartient au franc-alleu noble soit elle-même tenue en franc-alleu ; l'alleu n'est indépendant qu'au point de vue féodal. « Le franc-alleu, dit Bourjon, n'est jamais exempt de la souveraineté, et par rapport à la justice, il est toujours sujet à celle du lieu, soit qu'elle soit royale, soit qu'elle soit seigneuriale. » (2). Et La Thaumassière : « La justice subsiste d'elle-même, et n'a rien de commun avec la propriété et relève toujours en fief du roy notre souverain seigneur. Quoy que l'héritage auquel elle

1. Reims, art. 40.

2. Bourjon. *Le droit commun de la France*, 1770, p. 149, n° VI.

est unie soit allodial et libre,..... elle relève du roy et ressortit en la justice royale ; et quand l'article 53 de la coutume de Troyes dit que le franc-allevé est, quand il y a seigneurie et haute justice, dont le détenteur n'est tenu faire foy et hommage, elle n'entend parler que de l'héritage allodial, pour lequel le détenteur ne doit foy et hommage, mais ne veut pas exempter le propriétaire de faire la foy et hommage de la justice annexée à l'héritage allodial, dont il ne peut être dispensé ; parce que toutes les justices procèdent et sont originaires émanées de la puissance royale qui les a communiquées aux seigneurs à la charge de leur foy et hommage et les seigneurs à leurs vassaux ; et ainsi la justice relève par nécessité médiatement ou immédiatement du roy. » (1).

L'allevé est donc soumis à la juridiction du seigneur haut justicier où il se trouve enclavé. Si l'allevé lui-même possède la haute justice il relève du roi. « Donc, en dernière analyse, médiatement ou immédiatement, l'allevé, quant à la justice, dépendait toujours du roi. » (2).

Cette dépendance de la justice était universellement reconnue, et les coutumes champenoises n'ont pas jugé à propos de l'énoncer en termes formels. Mais en l'absence de textes précis, nous trouvons

1. La Thaumassière, *op. cit.*, chap. III.

2. Chénon, *op. cit.*, p, 184.

plusieurs dispositions qui la supposent. Ainsi le seigneur haut justicier ne peut faire « relever signe patibulaire » un an et un jour après la chute de celui-ci, sans le consentement du roi (1) ; les successions des bâtards qui n'appartiennent pas au seigneur haut justicier, appartenaient au roi (2).

Cette soumission des alleux à la justice avait des conséquences très importantes : elle entraînait en effet la soumission de l'alleu aux droits de déshérence de bâtardise et de confiscation, et permettait ainsi au seigneur haut justicier de devenir dans certains cas propriétaire de la terre.

Le droit de déshérence est admis par toutes nos coutumes champenoises. Reims : « Biens vacants appartiennent au roi et aux hauts justiciers chacun en son endroit et limite de sa haute justice, et s'entendent biens vacans, les biens délaissés par celui qui est décédé sans héritiers. » (3). De même Sens : « Biens vacans sont et appartiennent au haut justicier » (4), et Châlons : « Biens vacans appartiennent au haut justicier. » (5). Chaumont et Vitry exigent certaines formalités et de longs délais, Chaumont : « Tous biens vacans par défauts d'hoirs et d'héritiers

1. Meaux, art. 209. Troyes, art. 123. Chaumont, art. 99, Sens, art. 4.

2. Vitry, art. . Châlons, art. 13. Reims, art. 14.

3. Reims, art. 343.

4. Sens, art. 10.

5. Châlons, art. 15.

non occupés par l'espace de trente ans continuels sont aux seigneurs hauts justiciers ès termes de leur haute justice. » (1).

Des textes nombreux établissent également dans les coutumes champenoises, les droits de bâtardise (2) et de confiscation (3).

1. Chaumont, art. 92. Pour Vitry, voir article 3 dans Durand, *op. cit.*, p. 19.

2. Reims, art. 335. — « Aux hauts justiciers appartiennent la succession des bâtards quand lesdits bâtards sont nés en leurs terres, et leurs biens y sont assis, et y sont iceux bâtards domiciliés et décédés sans hoirs procréés en leur corps en loyal mariage. »

Meaux, art. 30. — « S'il décède sans testament faire, la succession vient au roi. » Lors de la rédaction de cet article les nobles et gens d'église s'y étant opposés, l'article fut remis à la cour.

Sens, art. 30. — « Si la ligne procédant desdits bâtards cesse, les biens dont seront détenteurs les derniers héritiers d'iceux bâtards seront au seigneur haut justicier en la justice duquel ils sont assis. »

Châlons, art. 13. — « Les successions des bâtards décédés sans hoirs procréés de leurs corps en loyal mariage, appartiennent aux hauts justiciers, quant tels bâtards ont été naiz en leur haute justice, et qu'ils y sont domiciliez et decedez et leurs biens et héritages y assis : autrement competent et appartiennent au roi, n'estoit que les hauts justiciers eussent privilège au contraire. »

Vitry, art. 1. — « Ont aussi droit lesdits hauts justiciers de prendre les biens des bâtards nés de leurs femmes de corps en leurs justices, quand ils décèdent sans hoirs procréés de leurs corps en loyal mariage : soit en leur justice ou ailleurs. »

3. Troyes, art. 120. — « Le haut justicier a et luy appartient

B. — *Les alleux et le droit civil.* — Les coutumes n'ont pas établi à ce point de vue de régime particulier pour les alleux. Bien souvent même les coutumes sous entendent les alleux dans leurs dispositions, sans les mentionner. En principe les alleux nobles se comportent comme les fiefs et les alleux roturiers comme les censives.

Pour les transmissions entre vifs :

La coutume de Vitry déclare qu'on peut donner « les héritages propres » (1) sans distinguer s'ils sont fiefs, censives ou alleux.

La coutume de Châlons distingue entre « fief ou roture » (2), elle ne parle pas des alleux, ceux-ci devront donc se comporter comme des fiefs s'ils sont

la confiscation des biens meubles et héritages estans en sa justice. »

Meaux, art. 206. — « Au haut justicier appartient la confiscation des biens meubles et héritages etans en sa justice. »

Sens, art. 24. — « Appartient la confiscation aux seigneurs hauts justiciers... »

Chaumont, art. 95. — Reproduit le même texte que l'article 120 de Troyes.

Reims, art. 348. — « Et appartient la confiscation au roi et aux seigneurs hauts justiciers chacun en son endroit... »

Châlons, art. 261. — « Et appartient telle confiscation aux seigneurs hauts justiciers.., »

Vitry, art. 15. — « Confiscation appartient... audit seigneur haut justicier à cause de sa haute justice... »

1. Art. 112.

2. Art. 63.

nobles ou comme des « rotures » s'ils sont roturiers.

Seule la coutume de Reims exige vest et devest pour les aliénations d'alleux (1) comme pour les censives (2).

Pour ce qui concerne les successions :

Certaines coutumes admettent pour les alleux nobles le privilège de masculinité et de primogéniture.

Ainsi Reims, article 42. — « Le fils aîné en chacune succession de père, de mère, ayeul, ayeule ou autre ascendant pour son droit d'aînesse prend par préciput et avantage le principal manoir... Prend en outre la moitié des autres héritages nobles et feudaux et ses frères et sœurs auront l'autre moitié, en telle manière que son fils prendra autant que deux filles. »

La coutume de Meaux, article 160. — « Alleux nobles se divisent comme fiefs. » (3). L'aîné ayant pris son droit d'aînesse « au surplus les fiefs se partent et divisent entre luy et ses autres frères également, excepté que ès fiefs deux filles ».

A Sens, l'article 201. — « En succession directe et

1. Art. 139. — « Pour héritages de franc aleu ne sont dus... néanmoins pour acquérir la propriété d'iceux est requis vest et devest. »

2. L'article 162 exige vest et devest pour acquérir « aucun héritage tenu en roture ».

3. Les alleux roturiers se divisent donc comme les censives, sans aucune distinction de sexe ni d'âge.

ascendante, à l'aîné fils appartiendront par préciput et avantage... le titre de seigneur avec tel manoir en fief ou terre noble qu'il voudra choisir... » se complète par l'article 190 de l'ancienne coutume. « Et ce résidu des fiefs se partira également entre ledit aîné et les autres enfants ses frères et sœurs. »

L'article 191 de l'ancienne coutume toutefois décidait « qu'au cas ou en ladite succession n'y aurait point de fief ayant manoir principal et ancien, la coutume ne donne aux aînés aucun avantage d'aînesse ès héritages d'icelle succession ».

Les coutumes de Troyes, Châlons, Chaumont et Vitry, au contraire, n'admettent pas ce système et repoussent tout privilège de masculinité et de droit d'aînesse pour les terres tenues en franc-alleu : « Et au regard des héritages tenus en franc-alleu, ou en censive, ils se partent et divisent par portions égales et sans avantage entre lesdits frères et sœurs. »

La coutume de Vitry article 57. — « Et quant aux terres roturières, meubles et terres tenus en franc-alleu, l'une desdites filles prend autant qu'un fils » (2) ; toutefois en ligne collatérale, cette règle ne s'applique plus qu'à l'alleu roturier (art. 59) ; pour l'alleu noble, à égalité de degré « le masle exclut la femelle ».

1. Coutume de Troyes, article 14 *in fine*. B. de Richebourg, *op. cit.* t. III, p. 240.

2. Dans B. de Richebourg, *op. cit.*, t. III, p. 316.

Celle de Chaumont dit de même, article 8, *in fine*. « Et au regard des héritages de franc-allevu ou censives.... ils se partent et divisent par portions égales et sans avantage entre lesdits frères et sœurs. » (1).

La coutume de Châlons est particulièrement précise : « En terre de franc-allevu, les enfants succèdent également, tant fils que filles sans aucun avantage d'ainesse et tout ainsi qu'ès terres roturières ».

Certaines coutumes admettaient le droit d'ainesse et le privilège de masculinité même pour les alleux roturiers (2). Mais toutes les coutumes champenoises les partagent également entre héritiers du même degré sans distinction de sexe.

D'autre part, l'allevu noble étant considéré comme un fief, son propriétaire est aussi regardé comme un seigneur de son allevu, et il jouit de tous les privilèges honorifiques attachés à la propriété seigneuriale. Il jouit du droit de chasse sur son allevu, même s'il est lui-même roturier. Le propriétaire d'un allevu roturier est considéré au contraire comme un censitaire, et il ne pourra chasser sur son allevu que s'il est gentilhomme.

Le propriétaire d'un allevu noble peut également

1. Bourdot de Richebourg, *ibid.* p. 352.

2. Bordeaux par exemple.

créer à son projet une directe en inféodant ou en accensant une partie de son alleu.

La question de savoir si le propriétaire d'un alleu roturier le pouvait, a été très discutée. « Le propriétaire d'un alleu roturier, dit Henrion de Pansey, ne peut ni l'inféoder ni l'accenser. Il y en a une infinité de raisons. La principale, c'est que l'on ne peut donner à fief ou à cens que des héritages nobles. C'est que pour pouvoir communiquer, ou se réserver la puissance féodale, il faut l'avoir ; il faut en être investi. Enfin c'est que les fiefs sont des dignités réelles, et que le roi, ou ceux qui ont reçu le pouvoir de lui peuvent seuls constituer des dignités. » (1).

Hervé soutient l'avis contraire. L'alleu est une propriété libre et absolue, son propriétaire peut donc l'inféoder ou l'accenser ; l'inféodation et l'accensement sont des manières licites de disposer de sa chose (2) ; et il ajoute : « S'il était vrai que l'on ne peut donner en fief ou à cens que des héritages nobles et que pour pouvoir communiquer ou se réserver la puissance il fallût l'avoir, il s'ensuivrait

1. Henrion de Pansey, *Dissertations féodales*, 1789. p. 608.

2. Bobé, le commentateur de la coutume de Meaux dit de même sous l'article 191. — « La disposition de cet article est fondée sur la liberté naturelle qu'un chacun a de disposer de son bien comme bon lui semble, supposé que la coutume ou les lois n'y résistent point. » Bobé, *Commentaire sur la coutume de Meaux*, 1683, p. 394.

qu'il n'a jamais pu se faire de concession en fief, ni à cens. Car comment le premier qui aurait voulu faire une semblable concession auroit-il pu réussir ?

1^o Il n'avoit pas d'héritages nobles, puisque la nature connoit encore moins la noblesse des terres que celle des hommes, et puisque la noblesse des héritages n'étant que l'effet de la féodalité, ne pouvoit pas exister avant la féodalité même. Il ne pouvoit donc rien concéder ni en fief ni à cens ; 2^o Il ne pouvoit ni communiquer ni se réserver la puissance féodale, car il ne l'avoit pas, et il n'en n'avoit jamais été investi... il est donc très clair, d'après l'objection que toute concession en fief et à cens à toujours été impossible ! Il est donc très clair aussi qu'il n'existe pas encore de concession semblable ! Qu'on juge du mérite d'une objection qui conduit à une pareille conséquence. » (1).

La coutume de Meaux seule, des coutumes champenoises, admet cette théorie : « Si le détempteur dudit héritage en franc alleu veut ériger en fief ce qu'il tient en franc aloy, par ladite coutume faire se peut. » (2).

C. — *Prescriptibilité de la directe*. — Merlin a dit qu'il suffisoit qu'une coutume admette la prescription du sens pour qu'elle présente un caractère certain

1. Hervé, *Théorie des matières féodales*, 1787, t. VI, p. 192-196.

2. Coutume de Meaux, art. 191.

d'allodialité, l'étude de la prescription de la directe est donc des plus intéressantes.

Avant de l'aborder, il faut d'abord faire une distinction et mettre d'un côté la directe seigneuriale, et de l'autre la directe volante ou roturière.

La directe seigneuriale est imprescriptible. Née de la vassalité et du bénéfice de la monarchie franque, l'obligation du vassal vis-à-vis de son suzerain est réelle à cause de la concession véritable ou feinte du fief, mais surtout personnelle (1). C'est en vue de la prestation d'hommage impliquant d'une part la fidélité, de l'autre la justice et la protection, qu'a été faite la concession du fief; et c'est ce caractère personnel de son obligation qui interdit au vassal la possibilité de prescrire.

Nos coutumes sont à peu près unanimes sur ce point. La coutume de Vitry contient dans son article 36 : « Le seigneur féodal n'acquiert par droit de prescription le fief de son vassal que par faute de droits et de devoirs non faits ou non payés. *Nec contra*, le vassal n'acquiert par prescription l'hommage et reconnaissance d'icelui, dont il est tenu envers son seigneur féodal. »

1 Voir à ce sujet : Flach, *Origines de l'ancienne France*, t. II, p. 518 et suiv., et Esmein, *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, t. XVIII, 1894, p. 523-544.

La coutume de Reims est plus concise mais non moins claire : « Le vassal ne peut prescrire contre son seigneur féodal, ni le seigneur contre son vassal pour quelque temps que ce soit et fut de cent ans, mais le profit... se prescrit par trente ans. » (1)

La coutume de Sens : « Foy et hommage d'héritages nobles... ne cheent point en prescription... mais les profits et arrérages... se prescrivent par trente ans. » (2)

De même celles de Chaumont et de Meaux : « La foi et hommage ne se peut prescrire combien que les droits de quint denier ou requint se peuvent prescrire par trente ans. » (3). « Un vassal ne prescrit point contre son seigneur, ni le seigneur contre son vassal, c'est-a-dire que toutes et quantes fois que le seigneur aura homme, et il luy fera et paiera ses droits et devoirs. Il est tenu de le recevoir. » (4). « Semblablement aussi le vassal, par quelque espace de temps, qu'il ait jouy du fief s'il n'a fait et payé ses droits et devoirs, le seigneur peut toujours mettre le fief en sa main et ne se peut aider ledit vassal de quelque

1. Reims, art. 132.

2. Coutume de Sens, articles 263 et 259 de l'anc. cout., B. de Richebourg, *op. cit.*, t. III. p. 526.

3. Cout. de Chaumont, art. 52. B. de Richebourg, *op. cit.*, t. III, p. 315.

4. Cout. de Meaux, art. 136. B. de Richebourg, *op. cit.*, t. III, p. 392.

jouissance, qu'il ait eue à l'encontre de son seigneur. » (1)

Guy Coquille, toutefois, admet une exception à cette règle de la non prescriptibilité de la directe seigneuriale. Quand un acquéreur à titre particulier a acquis un fief « sans charge de fief » et l'a ensuite, lui ou ses successeurs possédé allodialement ou pendant un temps immémorial, « je crois, dit-il, que les successeurs pouvaient avoir prescrit, car en eux défaut la qualité de vassal, laquelle conserve la possession du seigneur féodal » (2). Et M. Chénon également : « En fait, cependant, il pouvait arriver que des fiefs fussent transformés en alleux par une sorte de prescription indirecte. Cela arrivait dans tous les pays où l'allodialité était présumée chaque fois que le seigneur féodal ne pouvait prouver ces droits » (3). Cette dernière hypothèse pouvait se produire en Champagne où comme nous l'avons vu, l'allodialité se présumait, sauf dans les ressorts des coutumes de Meaux et de Reims.

Toute autre est la question en ce qui concerne les directes roturières. Il n'existe entre le seigneur cen-

1. Cout. de Meaux, art. 139. B. de Richebourg, *op. cit.*, t. III, p. 392.

2. Guy Coquille. *Coutume du Nivernais*, titre IV, art. 13. — Il n'y a, en effet, aucun lien personnel entre un tel acquéreur et le suzerain ou précédent propriétaire du fief.

3. Chénon, *op. cit.*, p. 98 en note.

sier et le censitaire aucun lien personnel. Le censitaire n'est tenu que *propter rem*. D'où une plus grande facilité à admettre la prescription du cens.

La coutume de Châlons l'admet sans réserve dans son article 145. « Quiconque a joui à juste titre, de bonne foi par dix ans entre presens et vingt ans entre absens agés et non privilégiés d'aucuns héritages cens ou rentes incorporels, il a prescrit ledit héritage, cens ou rentes. » Elle admet même, du reste, la prescription sans juste titre ni bonne foi (1).

Une restriction fut faite vers le milieu du xvi^e siècle à prescriptibilité de la directe roturière. Les coutumes de Sens et de Reims rédigées la première en 1555 (2), la seconde en 1557 font une distinction entre le chef cens et le surcens, et considèrent le chef cens imprescriptible comme seigneurial : « Le chef cens, qui est à dire le premier cens ne peut être prescrit par quelque laps de temps que ce soit et fut de cent ans : mais la quotité dudit chef cens ensemble les arriérages d'icelui se peuvent prescrire par trente ans. » (3).

1. Cout. de Châlons, art. 36. — « Quiconque a joui par trente ans, paisiblement d'aucuns héritages, cens ou rentes, entre agez et non privilegiez, il prescrit lesdits héritages cens et rentes encore qu'il n'ait titre. »

2. Seconde rédaction comme il a été dit.

3. Coutume de Reims, art. 382.

Sens : « Foy et hommage à héritages nobles et chef cens

La coutume de Vitry avait établi dans son article 16 la prescriptibilité de cens en termes généraux. En 1608 une discussion s'étant élevée entre le prieur de Sermaize et les habitants de ce pays au sujet de quelques censives que ces derniers ne payaient plus depuis longtemps, on opposa au prieur la prescription de l'article 16 de la coutume, d'où procès. « Je fus le second des avocats qui opinay, dit Saligny, le commentateur de la coutume, et fis cette distinction, que quant au chef cens qui est seigneurial, il est imprescriptible, mais que pour le surcens ou cens foncier simplement, non seigneurial, il peut se prescrire en vertu de la disposition de cet article et par la règle commune des prescriptions. »

Durand sous l'article 16 de la coutume soutient le même opinion (2).

La jurisprudence s'est prononcée en faveur de la prescriptibilité du cens et sans distinguer le chef cens du surcens.

Un arrêt du 5 juillet 1708 a condamné les habitants de Termes à payer à leurs seigneurs les grosses et menues dîmes sur tous héritages du territoire, lesquelles n'avaient pas cessé d'être payées, et pour la

à héritages roturiers ne cheent en prescription au profit de ceux qui les doivent contre les seigneurs féodaux et censiers. » art. 263.

2. Durand, *op. cit.*, p. 70 et suiv.

raison contraire, déboute les seigneurs de leurs demandes de cens, lods et ventes.

Mêmes décisions dans deux autres arrêts, l'un du 3 août 1713 rendu en faveur de Jean et Bertrand Nicart auxquels le sieur de Fustemberg réclamait des droits de censives et autres, qui n'avaient pas été perçus depuis longtemps ; l'autre du 20 juillet 1723. Le seigneur de Gratreuil réclamait à différents habitants dudit lieu, différents cens portant lods et ventes. Il s'appuyait sur un titre de 1582. Les habitants opposèrent la prescriptibilité du cens et obtinrent gain de cause (1).

Malgré ces quelques divergences, on peut dire que les coutumes champenoises admettaient la prescriptibilité du cens et que la maxime « nul seigneur sans titre » y recevait toute son application.

1. Ces arrêts sont mentionnés dans la dissertation contre le franc-alleu dans la coutume de Vitry, mentionnée plus haut.

CHAPITRE III

Les Alleux en Champagne sous la Monarchie absolue

I

La directe royale universelle prétendue par la Royauté

Après la rédaction des coutumes, on aurait pu espérer pour les alleux une ère de tranquillité à l'abri des textes. Chaque jour du reste, la féodalité s'effaçait devant l'accroissement du pouvoir royal ; et depuis leur tentative de 1577 aux états de Blois où ils n'avaient pu faire établir la directe seigneuriale universelle, les seigneurs avaient en grande partie désarmé.

Tout danger pour les alleux n'avait cependant pas disparu ; mais au lieu de venir de la part des seigneurs, il vint cette fois de la royauté.

Jusqu'à cette époque, « il n'y avait pas à distinguer

entre le roi et les seigneurs subalternes » (1). Les principes consacrés par les coutumes « avaient lieu tant au respect du roi que des seigneurs » (2).

Sans doute le roi possédait la souveraineté sur tout le territoire de la France, et il avait en outre le droit de justice sur tous les alleux (3), soit immédiatement, soit médiatement par l'entremise des seigneurs justiciers ; mais cela n'impliquait en rien la directe ; les jurisconsultes antérieurs au xvii^e siècle étaient formels sur ce point.

D'Argentré dit : « Princeps non magis potest se pretendere fundatum in domino directo, quam quilibet alius, licet jus primi ressortus ad eum pertineat jure coronæ ; sed dominium directum ex probationibus pendet prout quisque reperitur fundatus esse in loco et in terminis et territorio cujusque particulariter (4). »

Guillelmus Benedictus s'exprime ainsi : « Le roi de France est fondé de droit commun à prétendre dans tout son royaume et dans chaque partie d'ice-lui, la juridiction suprême ou dernier ressort, parce qu'il n'y a personne qui ne lui soit soumis ; mais le roi de France n'est pas fondé de droit commun,

1. La Thaumassière, *op. cit.*, p. 13.

2. La Thaumassière, *op. cit.*, p. 31.

3. A l'exception des alleux souverains bien entendu.

4. D'Argentré, *Sur la nouvelle coutume de Bretagne*, article 328.

et les seigneurs inférieurs sont encore moins fondés que lui, à prétendre la propriété et le domaine des choses, lesquelles peuvent appartenir aux particuliers, pleinement, librement, et allodialement à moins qu'elles ne soient prouvées sujettes et grevées de services ; et la preuve incombe à celui qui les dit telles. » (1).

Dumoulin est tout aussi formel : « Les seigneurs des fiefs, châteaux et autres ne sont pas fondés à prétendre la directe féodale, censuelle ou emphytéotique, ni aucuns droits ou redevances sur les biens situés dans leurs territoires, il sont seulement fondés à prétendre la justice. Bien plus, le roi lui-même n'est par fondé à se dire propriétaire ni seigneur universel des choses des particuliers, sauf quant à la justice et à la protection. » (2).

1. Guill. Benedictus : « Rex Franciæ in suo regno et qualibet parte ejusdem suam habet de jure communi fundatam intentionem solum quoad supremam jurisdictionem, seu ultimum ressortum, quia nemo est qui si non subsit ; sed rex Franciæ suam non habet jure communi fundatam intentionem, et minus habent eam fundatam inferiores domini quoad rerum proprietatem et dominium quæ singulis pertinere possunt plene, libere et alodialiter, nisi probarentur subjectæ et servitiales ; quæ probatio incumbit hoc dicenti. » Dans La Thaumassière, *op. cit.*, p. 12.

2. Dumoulin, *Prima pars commentariorum in consuetudine*, Paris, 1572, n^{os} 5 et 6.

Les commentateurs des coutumes ne font aucune distinction entre le roi et les seigneurs.

La jurisprudence elle-même consacrait cette théorie et obligeait le roi à faire la preuve de sa directe dans les coutumes allodiales. La Thaumassière cite un arrêt du Parlement de Paris du 27 mars 1508 rendu contre le procureur du roi, en faveur du propriétaire d'un alleu situé dans le ressort de la coutume de Troyes (1) et trois autres arrêts dans le même sens en faveur de propriétaires d'alleux situés dans le ressort de la coutume de Vitry (2).

Un arrêt du 21 mars 1617 rendu par le Parlement de Bordeaux fut le point de départ de la lutte entre le roi et les alleux.

L'arrêt déclarait que les habitants du Bordelais n'étaient pas tenus d'exhiber leurs titres, que c'était au commissaire du roi à prouver sa directe.

Le roi évoque l'affaire au grand conseil, et un arrêt du 30 septembre 1609 déclara les habitants du Bordelais tenus des lods et ventes en cas d'aliénation d'immeubles, sauf en cas de titre établissant leur allodialité.

En 1629 le Code Michau essaya de donner « un fondement légal et une apparence plus solide » aux prétentions royales. « Tous héritages relevant de

1. La Thaumassière, *op cit.*, p. 13.

2. La Thaumassière, *op. cit.*, p. 13. Ces arrêts sont de 1604, 1608, et 1624.

nous en pays coutumier ou de droit écrit sont tenus et sujets aux droits de lods, ventes, quintes ou autres droits ordinaires, selon la condition des héritages et coutumes des lieux, et sont tous héritages ne relevant d'autres seigneurs censez relever de nous, sinon pour tout ce que dessus, que les possesseurs des héritages fassent apparoir de bons titres qui les en déchargent (1) ».

Pour la première fois un texte législatif énonçait nettement le principe de la directe royale universelle. La royauté établissait à son profit ce qu'elle avait refusé aux seigneurs en 1577 aux états de Blois. Désormais donc, dans les pays allodiaux comme la Champagne, il y aura deux règles, l'une pour les seigneurs contre qui l'allodialité sera toujours présumée, l'autre pour le roi et qui était « l'extension contre tout droit de la présomption de censualité à des pays qui l'avaient constamment repoussée » (2).

C'était à la fois la suppression des alleux d'origine et des alleux de prescription (3).

Les Parlements de Bretagne et de Normandie qui ne comprenaient dans leurs ressorts que des provinces hostiles au franc-alleu ; s'inclinèrent, mais par-

1. Isambert, *op. cit.*, t. XVI, p. 217.

2. Chénon, *op. cit.*, p. 206.

3. Contre le roi aucune prescription n'était possible.

tout ailleurs de vives réclamations s'élevèrent aussitôt.

Le Parlement de Paris dans le ressort duquel se trouvait la Champagne refusa de l'appliquer.

D'autres Parlements envoyèrent au roi des remontrances (1), celui de Grenoble refusa même d'enregistrer l'article 383.

Malgré un tel mouvement d'opinion, la royauté trouva cependant des défenseurs. L'année même de l'ordonnance, un mémoire anonyme, mais dont l'auteur était Galland, procureur général du domaine de Navarre, paraissait « contre le franc alleu sans tiltre prétendu par quelques provinces au préjudice du roy ».

D'une érudition incontestable, ce mémoire voulait établir « que le roi étant seigneur universel de toutes les terres qui sont dans le royaume, ces terres devaient être présumées procéder de ses prédécesseurs et soumises à ses droits sinon en temps que la dispense serait justifiée au contraire » (2).

En 1637 Galland réédita son mémoire augmenté : « Du franc alleu et origine des droits seigneuriaux. » L'émotion fut telle que l'on crut devoir lui répondre. Sur l'ordre exprès de « Messieurs des trois états de Languedoc », Pierre de Caseneuve publia en

1. Ceux de Dijon, Toulouse.

2. Galland, *op. cit.* p. 99.

1640 à Toulouse un livre intitulé *Instruction pour le franc-allevé de la province de Languedoc* qui fut réédité en 1645.

La même année paraissait également sous le titre de : *Prærogativa allodiorum in provinciis quæ jure scripto reguntur*, une défense de l'allodialité dans les pays de droit écrit, par Antoine Domenici.

En 1641, l'article 363 du Code Michau n'ayant pas été appliqué, Louis XIII avait ordonné que tous les possesseurs de terres nobles ou roturières en franc-allevé seraient tenus de prendre des lettres de lui et de lui payer à cet effet une finance.

Les protestations furent vives, en particulier, en Auvergne et en Bretagne, et plus tard Louis XIV dut reconnaître que l'édit de 1641 était resté lettre morte.

Le 27 août 1657, un nouvel édit fut rendu, pour soumettre au cens les terres qui n'en payaient pas.

Le traitant Claude Baudoin, voulut l'appliquer dans le ressort de la coutume de Troyes. Les habitants réclamèrent en s'appuyant sur l'allodialité de la coutume et le 6 septembre 1658, le Parlement de Paris rendit un arrêt déboutant le traitant de ses prétentions.

Le même jour, un arrêt donnait la même solution pour la coutume de Chaumont.

En 1667, les traitants essayèrent de nouveau d'introduire en Languedoc la règle nulle terre sans sei-

gneur. Les habitants résistèrent et le Conseil d'Etat rendit le 22 mars 1667 un arrêt qui inaugura un système nouveau. Après avoir rappelé la doctrine du Code Michau soumettant toutes les terres aux lods et ventes, sauf titre contraire, l'arrêt établit une distinction entre les alleux nobles et les alleux roturiers.

Les alleux roturiers sont admis sans titre, étant donné que le roi « veut bien se départir d'une partie de ses droits en faveur des habitants de ladite province, qu'il prétend traiter favorablement ». Les possesseurs d'alleux roturiers feront une déclaration d'allodialité lors de la confection des papiers terriers et cette déclaration suffira pour obliger les agents du roi à faire la preuve contre eux s'il y a lieu.

Les francs-alleux nobles, au contraire, sans pouvoir alléguer aucune prescription ni possession prolongée, seront réputés « tenus en foi et hommage de sa majesté » faute de titre exprès.

Ce système présumant l'alleu roturier et exigeant des preuves pour l'alleu noble était encore injuste : dans la pensée du roi néanmoins, il était une concession faite au détriment de sa directe universelle, en faveur des habitants du Languedoc, et qu'il fallait se garder d'étendre aux pays à qui on pouvait avoir quelques motifs de le refuser.

Toutefois les traitants ayant voulu renouveler dans le ressort de la commune de Troyes, la tentative de

Claude Beaudoin, un arrêt du Parlement de Paris de 1689 étendit le bénéfice de l'arrêt de 1667 au ressort de cette coutume.

A ce moment la lutte semblait se calmer et les propriétaires d'alleux commençaient à se rassurer, lorsqu'au mois d'août 1692 le roi publia à Versailles un édit reproduisant celui de 1641 et qui n'avait d'autre but que « d'arracher de l'argent aux propriétaires d'alleux » (1).

L'édit intitulé « Edit confirmant à perpétuité tous les possesseurs de terres et héritages tenus en franc alleu, franc bourgage et franche bourgeoisie, dans leur franchise et leur liberté », expose la doctrine de la directe royale et universelle avec une précision et une assurance inconnues jusqu'alors. En voici le texte : « L'application continuelle que nous avons à rechercher toutes les parties de notre domaine qui ont été ci-devant aliénées ou usurpées, nous ayant fait connaître que nous n'avons point de droit ni mieux établi ni plus inséparablement attaché à notre couronne que celui de la mouvance et directe universelle que nous avons sur toutes les terres de notre royaume, nous avons en même temps remarqué qu'il y en a un grand nombre tant nobles que roturières lesquelles sont possédées en franc-allev, sans avoir pour ce aucun titre de nous ; ce qui communément

1. Viollet, *op. cit.*, p. 602-603.

n'est provenu que des affranchissements qui ont été accordés par les seigneurs suzerains, ou de la négligence qu'ils ont eue à se faire rendre les hommages ou passer les reconnaissances qui leur étaient dues par leurs vassaux et censitaires, au moyen de quoi ils ont prétendu avoir prescrit leur liberté : laquelle cependant ils n'ont pu ni dans l'un ni dans l'autre cas acquérir à notre préjudice, le seigneur suzerain n'ayant pu préjudicier à nos droits en affranchissant son vassal, lequel au contraire a dû retomber dans notre main comme seigneur supérieur, et la prescription que le vassal prétend pouvoir acquérir contre son seigneur, quand il le prétendrait avec justice **ne pouvant avoir lieu contre nous.** » (1).

En résumé le roi possède la directe universelle sur toutes les terres de son royaume ; en conséquence aucun alleu ne peut être créé (2) sans sa volonté ; d'autre part les seigneurs n'ont pu créer d'alleux de leur propre volonté ; vassaux du roi ils auraient alors commis un abrégement de fief. Enfin si pour les alleux nés d'une longue possession, la prescription est opposable aux seigneurs, elle ne saurait jamais l'être au roi.

Cet édit souleva naturellement de nombreuses controverses. Furgeole au XVIII^e siècle, reprenant la

1. Dans Taisand, *Coutume de Bourgogne*, 1698, p. 130.

2. Il n'admet donc pas les alleux d'origine.

doctrine que La Thaumassière avait exprimée avant lui (1) expose dans son *Traité de la Seigneurie féodale universelle* une réfutation de la doctrine de l'édit : « On ne connaissait pas encore, dit-il, lors de la fondation de la monarchie française, les fiefs dont l'institution est postérieure de plusieurs siècles. Nous pouvons donc assurer avec nos jurisconsultes français que le franc-allevu n'est pas détruit dans le royaume, ni la seigneurie féodale universelle fondée sur quelque droit attaché à la royauté et à la puissance souveraine que le roi a droit d'y exercer. » (2). Et plus loin : « Sans doute le roi est souverain quant à la juridiction et à la puissance qui sont des droits unis à la monarchie et qui en dépendent inséparablement ; mais la seigneurie féodale n'est pas un droit de souveraineté ; elle dérive d'une autre source, c'est-à-dire de la convention et de la tradition des terres à titre de fiefs pour lesquels il faut nécessairement que celui qui fait la concession ait la propriété. » (3).

En pratique les conséquences de l'édit se réduisirent en paiement d'un nouvel impôt. « Voulant trai-

1. « Le roi a le gouvernement souverain, mais n'a pas la propriété des héritages. » La Thaumassière, *op. cit.*, p. 12.

2. Furgeole, *Traité de la seigneurie féodale universelle et du franc-allevu naturel*, 1767, p. 16, 17.

3. *Ibid.*, p. 59.

ter favorablement tous les possesseurs de terre en franc alleu tant noble que roturier et assurer leur état et condition, » le roi leur ordonne de prendre des lettres de lui et de lui payer une finance moyennant quoi il « les confirmera dans leurs franchises et libertés ».

Tout alleutier devait être taxé ; mais il y eut, en fait, bien des exceptions.

D'abord le Languedoc : « Voulons néanmoins, dit Louis XIV, que l'arrêt du 26 mai 1667 soit exécuté à l'égard des possesseurs de terres en franc alleu roturier de notre province de Languedoc, lesquels nous n'entendons comprendre en la présente recherche, non plus que ceux qui possèdent de semblables terres en franc alleu roturier dans les pays soit de droit écrit ou coutumier, dans lesquels le franc alleu se trouvera établi et autorisé par les coutumes, et par une jurisprudence constante et fondée sur les arrêts de nos cours dans le ressort desquelles lesdites terres se trouveront situées. » (1).

Le Champagne dont l'allodialité était indiscutable n'eut pas à souffrir des dispositions nouvelles. Nous n'avons pas trouvé trace de protestations contre l'application de cet édit dans les ressorts des coutumes de Meaux, Reims, Châlons, Sens et Vitry.

A Troyes, les traitants recommencèrent après 1692

1. Du 6 février 1694. Dans Merlin, *op. cit.*, p. 324.

la lutte qu'ils avaient déjà perdue en 1689. Ils obtinrent le 20 novembre 1693 et le 30 janvier 1694 deux arrêts d'après lesquels la coutume de Troyes ne pouvait être comprise dans les exceptions de l'édit. Mais le mois suivant, intervint un nouvel arrêt du conseil (1) déclarant la coutume allodiale et exemptant le possesseur d'alleu de payer les finances imposées par l'édit de 1692.

A Chaumont, le traitant Jean Fumée, qui avait déjà échoué en Bourgogne et en Bourbonnais n'eut pas plus de succès. Un arrêt du conseil du 6 février 1694 déclare : « Le roi en son conseil, ayant égard aux dites requêtes a déclaré et déclare le franc-alleu roturier, être naturel en la coutume de Chaumont et en conséquence à maintenir et maintient les habitants de la dite ville, ressort et étendue de la dite coutume en la faculté de posséder leurs terres et héritages étant dans l'étendue de la dite coutume en toute liberté et franchise... et ordonne qu'ils demeureront déchargés des sommes pour lesquelles ils ont été compris dans les arrêts du conseil du 26 septembre 1693 et 30 janvier 1694 et de tous autres qui pourraient être contre eux prétendues pour raison de la possession des dits biens en franc-alleu roturiers... (2) »

1. Dans Tassaud, *op. cit.*, p. 131.

2. Rapporté par De Laistre, *op. cit.*, sous l'art. 62.

Ainsi donc en Champagne à la fin du ^{vii}^e siècle, mettant à part les ressorts des coutumes censuelles de Reims et de Meaux, le franc-alleu roturier se présume et le franc-alleu noble se prouve.

Il en sera ainsi jusqu'à la Révolution.

II

Dernières tentatives des Seigneurs contre les alleux

En présence de toutes ces attaques suivies de la royauté contre les alleux, les seigneurs se reprirent à espérer et recommencèrent la lutte qu'ils avaient quelque peu interrompue.

Les seigneurs hauts justiciers prétendirent lors de la confection de leurs papiers terriers, exiger des propriétaires d'alleux roturiers la déclaration des héritages que ceux-ci possédaient dans leur justice. Et ce n'était pas sans raison. « ... Un seigneur s'avise de faire un papier terrier, dit Bertin du Rocheret, pensez-vous que ce ne soit que pour assurer ce que vous lui devez réellement et pour vous épargner des procès par la suite ? Dieu le veuille. Mais on commence par prendre la reconnaissance de ceux dont les héritages sont réellement grevez. On engage ensuite les créatures du seigneur à passer de pareilles reconnaissances soit en les désintéressant

(pour le présent s'entend), soit en leur continuant une protection passagère, une perfide bienveillance ; on en exige de pareilles de ceux qui se trouvent dans l'obligation forcée de satisfaire à des engagements contractez d'ailleurs. On menace ceux-cy de procès ou de violences : on intimide les femmes ou les enfants de ceux-là par des terreurs paniques qu'on leur inspire. N'a-t-on effectivement jamais poussé jusqu'à la violence réelle contre les Rénitens. On aime mieux payer un denier, une maille, que de courir ces risques qu'on nous fait redouter, ou d'essuyer la mauvaise humeur d'un seigneur qui s'est arrogé certaines considérations. Les trois quarts des habitants ont passé sous le joug : les plus tardifs appréhendent d'être regardés comme des mutins. La servitude s'établit et le temps la canonise (1). »

Leur prétention exorbitante fut néanmoins consacrée par les parlements.

Le Parlement de Paris notamment condamna le 25 juin 1759, sur les conclusions de l'avocat général Séguier, le propriétaire d'un alleu situé dans la coutume allodiale du Bourbonnais à passer au terme du sieur de Longueil une « déclaration sèche » (2) des

1. Deuxième discours prononcé à l'assemblée des juridictions d'Épernay, le 12 avril 1744. Bibliothèque d'Épernay, man. n° 53. p. 273 et suiv.

2. C'est ainsi qu'on les nommait.

héritages allodiaux qu'il possédait dans la justice de ce seigneur (1).

Les seigneurs firent une tentative analogue dans le ressort de la coutume de Chaumont, mais « les terres étant toutes présumées franchises, dit De Lais-tre (2), le seigneur n'a aucun droit à exercer sur elles ». Ils ne purent réussir.

En Champagne le combat se livra principalement autour de la coutume de Vitry. Là elle fut menée avec une vigueur et une franchise remarquables.

Dès la fin du xv^e siècle la jurisprudence qui s'était prononcée clairement autrefois en faveur de l'allodialité était devenue hésitante. De nombreux arrêts avaient été rendus en sens contraire, pour ou contre. « Ce qu'on ne peut s'imaginer de la lumière du Parlement, dit Bertin du Rocheret, c'est la contradiction de ces arrêts » (3), et pour l'expliquer il continue : « Ces juges souverains, ignorant totalement l'esprit de la coutume de Vitry, rapportaient tout à Paris, suivant une fausse maxime dont ils étaient imbus : « Que lorsqu'une coutume particulière ne s'exprime pas sur un point, on doit avoir recours à la coutume de Paris pour y suppléer. » Ils trouvaient

1. Denizart. *Collection de décisions nouvelles*, 1789, t. II, n° 35.

2. Sous l'article 184 de la coutume.

3. Bertin du Rocheret. *Journal des états*, *op. cit.*, p. 9.

la coutume de Vitry obscure, parce qu'ils ne l'entendaient pas ; ils ne se donnaient pas la peine d'en étudier l'esprit et de l'approfondir ; et les avocats de Paris, imbus du même préjugé, ne comprenant pas mieux le sens de cette coutume, les laissaient dans cette ignorance dans laquelle ils végétaient eux-mêmes. En sorte que ces juges décidaient les questions qui étaient portées pardevant eux, suivant qu'ils étaient plus ou moins effectués envers un parti ou un autre.

Enfin, les ténèbres dans lesquels avocats et juges marchaient vinrent à un tel point que le Parlement se trouva entièrement partagé. Des cinq chambres dont il est composé, deux se déclarèrent entièrement pour l'allodialité, c'étaient la seconde et la cinquième ; deux pour la censive, c'étaient la première et la troisième ; il ne restait pour ainsi dire de neutre que la quatrième, parce que la question n'y fut jamais agitée, et en conséquence la grand'chambre jugeait suivant qu'il y avait plus ou moins de membres des différentes chambres qui, par l'habitude, étaient plus ou moins favorables à l'opinion qu'elles avaient embrassée. Il n'était donc plus question pour un plaideur rusé que de trouver moyen de se faire distribuer à une chambre favorable à sa prétention. Ce point décisif décidait de la perte ou du gain du procès et l'on sait la facilité que ceux qui sont faits

au train du palais ont d'obtenir une chambre plutôt qu'une autre (1).

Un arrêt du 5 août 1683 (2) rendu au profit de Jacques de la Garde, conseiller du roi, contre les habitants de Haussimont, Vassimont, Lenharrée et Montépreux, oblige ces derniers à payer leur seigneur les cens, lods et ventes et autres droits, et cela sans que ledit seigneur eût produit aucuns titres.

En sens contraire, un autre arrêt du 14 août 1688 (3), déboute le seigneur de Saint-Hilaire d'une demande générale de censive contre tous les habitants de sa seigneurie.

Le 1^{er} juillet 1690 (4), un arrêt dans le sens de la censualité, oblige tous les habitants d'Avenay qui prétendaient posséder leurs héritages en franc alleu à produire leurs titres de franchise.

En 1712 (5) (le 13 août), une autre arrêt rendu en faveur des Minimes de Vitry, seigneurs de Marolles, Villette et Frignicourt oblige les habitants de ces villages à passer déclaration au terrier des minimes à la charge des censives ; ledit cens portant lots, ventes

1. Bertin du Rocheret, *op. cit.*, p. 9 et 10.

2. Dans dissertation contre ce franc-alleu dans la coutume de Vitry, *op. cit.*, p. 66.

3. Dissertation, *ibid.*, p. 110.

4. Dissertation, *ibid.*, p. 67.

5. Dissertation, *ibid.*, p. 67-68.

et amendes. Les Minimes n'avaient produit aucun titre et s'étaient simplement réclamés de la non allo-dialité de la coutume de Vitry.

Par contre nous trouvons deux autres arrêts en sens contraire des 23 juin et 20 juillet 1723 (1). Ils déboutent les seigneurs de Bignicourt sur Saulx et celui de Gratereuil de leurs demandes de censives sur toute l'étendue de leurs seigneuries. Leurs titres ne leur accordaient que quelques censives particulières.

Le Parlement en était ainsi à hésiter entre l'allo-dialité ou la censualité lorsque trois arrêts de 1727, 1730, 1733 (2), rendus au profit du comte de Joyeuse réduisirent les habitants de son comté de Grandpré « en une servitude si étroite qu'il ne l'aurait jamais exigée si lui-même eût été le juge de sa propre cause » (3).

« Une réussite si éclatante, poursuit Bertin, fut comme le boute-selle pour tous les autres seigneurs de terres. On n'entendit plus parler que de demandes en censives, qui emportaient un assujettissement universel. Toutes ces Chambres du Parlement en furent inondées. » (4).

1. Dissertation, *ibid.*, p. 112.

2. Des 8 avril, 13 mai et 27 juin. Dans dissertation, *ibid.*, p. 69, 70, 71 et 72.

3. Bertin du Rocheret, *op. cit.*, p. 10.

4. Bertin du Rocheret, *ibid.*, p. 10.

En 1741, un arrêt du 29 juin (1) rendu au profit du sieur Cabaret de Villeneuve, seigneur du Mesnil, obligea l'évêque de Châlons et son chapitre, possesseurs d'héritages sur le territoire du Mesnil et les habitants de la commune à justifier de la propriété des héritages qu'ils possédaient, par titres valables, sinon les héritages demeureraient réunis au domaine de la seigneurie du Mesnil avec restitution des fruits, et les condamna à payer les cens portant lods et ventes (2).

Aussitôt le seigneur de Damery et Cumières, intenta un procès analogue contre les habitants de ces deux communes. Mais un habitant de Damery,

1. Dissertation, *op. cit.*, p. 73-74.

2. Dans une transaction de 1733 entre le même Cabaret de Villeneuve et les sieurs Balaude et Doublet, habitants de Gionges, on voit qu'une assignation en « retrait féodal ou censuel » avait été donnée auxdits Balaude et Doublet par Cabaret de Villeneuve « faute par eux d'avoir pris saisine du seigneur et lui avoir payé les lods et ventes ». Il agissait simplement en qualité de seigneur de Gionges.

Balaude et Doublet prient « ledit seigneur de vouloir bien ensaisiner leurs contrats d'acquisition de tous leurs héritages provenant d'acquêts faits par leurs père et mère, beau-père et belle-mère aux offres qu'ils lui faisaient de luy payer les lods et ventes à luy dus avec les arrérages des cens ».

Ils s'engageaient à les luy « continuer » dans la suite.

Archives de l'étude de M^e Baleyudier, notaire à Vertus (Marne).

Liasse de M^e Aviat, 27 mars 1733.

Pierre Souchet, contrôleur des actes des notaires, entreprit de résister. L'affaire fut portée à la cinquième Chambre des enquêtes du Parlement de Paris, qui provoqua une assemblée générale du Parlement.

Après discussion, les Chambres réunies décidèrent qu'il serait sursis à toutes les instances pendantes en la cour au sujet du cens et du fran-calleu de Champagne et que le roi serait très humblement supplié de nommer des commissaires chargés de rédiger de nouveau l'article 16 de la coutume et ceux qui pourraient y avoir rapport.

Des lettres patentes furent accordées à Versailles le 27 juillet 1743 (1).

Le 27 avril 1744 les trois états de la province furent assemblés, la discussion fut vive si l'on s'en rapporte à la narration qu'en a laissée Bertin du Rocheret député d'Epernay auxdits états. Le Prince de Ligne qui s'était fait remettre la procuration de nombreux seigneurs, mena contre l'allodialité une lutte acharnée mais vaine.

Le procès-verbal fut rédigé et on décida que partisans et adversaires de l'allodialité de la coutume rédigeraient chacun un mémoire qui serait adressé au Parlement.

1. Les commissaires étaient : MM. de Champeron et Lambelin, conseillers de la Grande Chambre et M. Du Pré, conseiller en la 4^e Chambre des enquêtes du Parlement.

Ils parurent l'année suivante. Celui des partisans de la censualité de la coutume était anonyme et intitulé : « Dissertation qui prouve que le franc-allevé ne peut être admis sans titre dans la coutume de Vitry. » L'autre : « Réfutation d'une dissertation tendant à prouver que le franc-allevé sans titre ne peut être admis sans titre dans la coutume de Vitry », était signée De Saligny.

Tous deux reprenaient les arguments qu'ils avaient développé à l'assemblée des états et qu'on avait déjà trouvés dans les arrêts précédents.

En 1748 une nouvelle assemblée fut tenue à Vitry, où furent convoqués les habitants de certaines seigneuries et paroisses dépendant des bailliages de Châlons, Reims, Soissons et Vertus qui avaient été oubliés lors des états de 1744.

Le nouveau procès-verbal fut déposé au Parlement où en compagnie du premier procès-verbal et des deux dissertations déposés précédemment, il attendit en vain la solution de la question.

La jurisprudence hésita de nouveau. Deux arrêts des 28 août 1767 et 28 août 1769 se prononcent pour la censualité (1).

Mais à la Révolution elle s'était déjà fixée dans le sens de l'allodialité. Dès 1784 et 1785 deux arrêts avaient été rendus au profit des habitants d'Autry

1. Merlin, *op. cit.*, p. 330.

et de Passavant contre le roi. Quelques propriétaires seulement ayant été assignés, tous les habitants étaient intervenus en masse protestant en faveur de l'allodialité.

Toutefois le Parlement n'avait pas encore statué sur les questions posées lors des états de 1744 et 1747 ni fixé définitivement le texte de l'article 16.

On trouve dans les cahiers de la noblesse du bailliage de Vitry un vœu tendant à ce qu'il soit invité à se prononcer pour ou contre l'allodialité de la coutume.

III

Les alleux ecclésiastiques et les Franches Aumônes.

Une grande partie des textes que nous avons rencontrés mentionnent des alleux appartenant à des églises ou à des communautés.

Grâce à sa puissance, l'Eglise les maintint dans leur franchise primitive. Ils furent seulement soumis au droit d'amortissement.

« Le droit d'amortissement ou taxe de mainmorte était le prix de la permission donnée à des personnes civiles, et notamment à l'Eglise, aux monastères

et aux communautés d'habitants, de devenir propriétaires d'immeubles. » (1).

Ce droit fut établi par Philippe le Hardi dans son ordonnance de 1275 : « Quod si ecclesiæ acquisiverint in allodiis, in terris, feodis et retrofeodis nostris, volumus quod in eleemosynatis, vel donatis, fructuum unius anni nobis prestetur estimatio. In acquisitis non gratuito titulo fructuum duorum annorum nobis estimatio persolvatur, si res taliter acquisitas retinere maluerint quam ponere extra manum (2). »

Philippe le Bel la confirma en 1291 et aux siècles suivants des ordonnances furent rendues qui en élevèrent considérablement le montant (3).

Des déclarations du roi du 7 juillet 1689 et 9 mars 1700 maintinrent le droit d'accroissement aux xvii^e et xviii^e siècles.

Les établissements religieux de Champagne y furent certainement soumis, puisqu'en 1304 nous voyons Philippe le Bel en exempter l'église de Reims (4).

1. Chénon *op. cit.*, p. 67.

2. Isambert, *op. cit.*, t. II, p. 569.

3. Charles le Bel, notamment dans son ordonnance de 1324. Les églises devaient payer six ou huit ans de revenus pour les alleux acquis dans les terres royales suivant que l'acquisition était à titre onéreux ou gratuit.

4. Voir *supra* le texte de l'ordonnance déjà citée.

L'expression franche aumône qui à l'origine assignait les terres possédées par l'église, servit bientôt de nom à une tenure spéciale, un alleu personnel dont la franchise était attachée à la personne.

L'Eglise ne pouvait les concéder en fief ou en censive ; elles lui avaient été données en vue d'une destination particulière, et si lors de la donation ces biens s'étaient trouvés en fiefs ou en censives, la mouvance interrompue pendant la possession de l'Eglise reprenait son cours au profit du seigneur direct.

Les établissements religieux étaient nombreux en Champagne et possédaient certainement de nombreuses franchises aumônes ; mais les coutumes ne s'en préoccupent pas.

CHAPITRE IV

Les Alleux sous la Révolution

« L'Assemblée nationale dit le fameux décret du 11 août 1789 (1), détruit entièrement le régime féodal et décrète que tous les droits et devoirs tant féodaux que censuels, ceux qui tiennent à la main-morte réelle ou personnelle et à la servitude personnelle et ceux qui les représentent sont abolis sans indemnité, et tous les autres déclarés rachetables. » Et le décret du 15 mars 1790, qui développe le précédent supprime dans son article 1^{er} la plupart des droits appartenant aux seigneurs de fiefs ou de censives, maintenant seulement un certain nombre de leurs « droits utiles » à titre de rentes foncières (2).

1. Dans Dalloz, *op. cit.*, voir Propriété féodale, p. 332.

2. Décret du 15 mars 1790, titre I, article 1 : toutes distinctions honorifiques, supériorité et puissance résultant du régime féodal sont abolies ; quant à ceux des droits utiles qui subsiste-

La tenure féodale ou censuelle n'existant plus la propriété foncière devient aliénaire.

En détruisant le régime féodal, dit Merlin, nous n'avons pas entendu dépouiller de leurs possessions les propriétaires légitimes des fiefs, mais nous avons changé la nature de ces biens. Affranchis désormais des lois de la féodalité, ils sont demeurés soumis à celle de la propriété foncière ; en un mot ils ont cessé d'être des fiefs, et sont devenus de véritables alleux. »

Merlin aurait pu ajouter, remarque M. Chénou, que ces biens étaient devenus des alleux roturiers, car le décret du 15 mars (note 1, art. 2) ayant supprimé les alleux nobles avec les principes de masculinité et de primogéniture la condition des alleux roturiers se trouvait être le droit commun.

Cependant cette libération de la propriété ne fut pas obtenue d'un seul coup.

Affranchies de la tenure féodale ou censuelle ces terres demeuraient grevées de charges réelles très lourdes. Ces charges se composaient de droits purement fonciers et de divers droits anciennement féodaux ou censuels regardés « comme le prix et la condition d'une concession primitive du fonds. » Ces derniers droits réduits par les décrets des 18 juin et

ont jusqu'au rachat, ils sont entièrement assimilés aux simples rentes foncières. »

Dalloz. *ib. id.*, p. 333-334.

25 août 1782, furent supprimés sans indemnité par celui du 17 juillet 1793.

Ainsi donc, à partir de ce moment seules les rentes purement foncières purent, sauf rachat, grever la propriété, et les anciens fiefs et les anciennes censives se trouvèrent donc réellement transformés en alleux.

Consacrée par le Code civil cette législation est encore en vigueur et on peut dire qu'actuellement la propriété allodiale est la seule reconnue par la loi.

On a soutenu cependant que la propriété ainsi établie n'était pas allodiale. « Merlin, dit M. Viollot, proclama en 1789 le triomphe de l'alleu : il crut ou feignit de croire à une réaction victorieuse de l'allodialité contre la féodalité. Est-il donc au pouvoir des hommes de réagir ainsi et de triompher d'une force historique six ou huit fois séculaire ? L'alleu était vaincu. Le mort ne ressuscita pas ; et nous nous trompons gravement en répétant depuis 1789 que toutes les terres sont devenues allodiales. Tout au contraire, l'évolution fiscale menée de concert par la royauté et la féodalité a été sanctionnée, consommée et régularisée ; toutes les terres paient aujourd'hui le relief et les lots et ventes, car elles sont soumises aux droits de mutation. Le principe de la directe imprescriptible a contribué à fonder nos droits de mutation et nos droits de succession.

Il n'y a plus de fiefs sans doute : d'alleux moins encore. Mais au point de vue fiscal, nos biens sont devenus des censives et nous sommes tous aujourd'hui sous la directe du roi ; car ici Roi ou République est tout un en effet, eût dit le bon Loisel, et a non Etat.. » (1).

M. Lanéry d'Arc dit de même : « Si le fief était vaincu et disparaissait l'alleu aussi disparaissait du même coup ; car les lois qui ont aboli la féodalité ont abrogé en même temps toutes les différences qu'elle comportait. Si elles ont exempté les terres qui étaient autrefois fiefs ou censives des droits seigneuriaux, et si elles leur ont imposé en échange, sous un autre nom, une foule d'impôts, elles ont soumis les terres qui étaient restées allodiales aux mêmes impôts. » (2).

Il y a là une exagération. Nous avons vu que les alleux avaient été dès le début soumis aux charges publiques (3). Les alleux d'origine avaient été sous le Bas-Empire Romain soumis à des impôts très élevés et ils n'en avaient pas moins conservé leur liberté. Les alleux existant à la fin de l'ancien régime étaient astreints depuis 1704 à l'impôt du centième denier, lequel était perçu par le roi non en qualité de seigneur, mais en qualité de souverain, et n'affectait

1. Viollet, *op. cit.*, p. 607.

2. Lanéry d'Arc, *Du franc-alleu*, 1888, p. 415.

3. Sauf les alleux souverains bien entendu.

par conséquent en rien la liberté. L'impôt foncier, auquel sont assujetties de nos jours les propriétés, doit être considéré comme une partie de la contribution de chacun, aux charges publiques et non comme la conséquence d'une directe universelle de l'Etat. Malgré les impôts qui les frappent, les terres sont bien actuellement allodiales.

Ce principe d'allodialité posé par la législation intermédiaire souleva des difficultés dans la pratique.

On a vu que parmi les droits qui grevaient les anciennes tenures, certains avaient été maintenus. En cas de contestation entre celui qui les réclamait et celui à qui ils étaient réclamés, qui devait en faire preuve ?

Pour ce qui concerne l'existence du droit, l'Assemblée Constituante dans son décret des 13 et 18 juillet 1780 décidait que « le ci-devant seigneur devait rapporter les preuves requises par les coutumes et statuts et règles observés jusqu'à présent dans les différentes parties du royaume pour établir l'existence du droit qu'il réclamait ». La présomption en faveur de la franchise de la terre n'était pas absolue par exemple dans les pays autrefois régis par les coutumes censuelles expresses (1) qui admettaient la théorie de l'enclave.

1. Comme la coutume champenoise de Meaux.

Mais pour déterminer s'il s'agissait d'un droit rachetable c'était au débiteur à fournir la preuve contraire.

L'Assemblée législative mit la preuve complètement à la charge de l'ancien seigneur, en supprimant sans indemnités tous les droits féodaux ou censuels, dans tous les cas où le seigneur ne pourrait prouver par la production de l'acte d'inféodation ou d'accensement que ces droits se rattachaient à la concession primitive du fonds.

La Convention supprima tous les droits féodaux et censuels même prouvés et ne laissa subsister que les rentes foncières, mais elle ne précisa pas quelle présomption on devait admettre en cas d'incertitude sur le caractère de la rente. Après quelques hésitations, la jurisprudence s'attacha aux principes de l'ancien droit (1). Si la rente a été constituée sous l'empire d'une coutume allodiale, la rente est présumée foncière ; si elle a été constituée sous l'empire d'une coutume censuelle, elle est présumée seigneuriale.

La théorie de la directe seigneuriale supprimée, celle de la directe royale réapparut vers le milieu du XIX^e siècle.

1. 23 vendémiaire an XIII (Auvergne). — 10 février 1806 (Porentruy). — 14 juillet 1814 et 5 juillet 1837 (Rouergue). — 16 avril 1838 (Lyonnais). — Dalloz, *op. cit.*, *passim*.

L'administration de l'enregistrement sous le prétexte d'un domaine éminent de l'Etat sur tous les biens situés en France, chercha à se faire attribuer, pour la perception des droits de mutation par décès, un prélèvement sur les biens dépendant de la succession.

Sa doctrine fut consacrée par différents arrêts (Cour de Paris du 25 mai 1833, Cour de cassation de 1839 et 1851).

Reposée de nouveau devant la Cour de Paris, elle triompha de nouveau dans deux arrêts du 13 mars 1855. Mais la Cour suprême a repoussé définitivement cette théorie dans son arrêt du 23 juin 1857, en admettant très justement, avec le rapporteur M. Laborie, « que la théorie d'un droit primordial et supérieur de l'Etat sur la propriété privée était la négation même du droit de propriété. »

En résumé l'aliénation triomphe aujourd'hui après une lutte de près de douze siècles. En vain le communisme essaiera de nous arracher cette conquête qui a tant coûté à nos pères ; le bon sens du paysan français suffira à l'en empêcher.

Vu : le président de la thèse,

CHÉNON

Vu : le Doyen,

Ch. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- D'ARBOIS DE JUBAINVILLE. — Histoire des ducs et des comtes de Champagne. Paris, 1859.
- L'administration des intendants d'après les archives de l'Aube, 1880, in-8°.
- D'ARGENTRÉ (Bertrand). — *Commentarii in patrias Britonum leges*, 4^e éd., Paris, Buon, 1628, in-f°.
- BEAUGIER (Edme). — Mémoires historiques de la province de Champagne. Châlons, 1721, 2 vol., in-12.
- BEAUMANOIR. — Coutumes de Beauvoisis, éd. Beugnot, Paris, Renouard, 1842, in-8°.
- BERTIN DU ROCHERET. — Journal des états tenus à Vitry-le-François en 1744 (publié par Auguste Nicaise), Châlons, Martin, 1864, in-16.
- Discours prononcé à l'assemblée des juridictions d'Epernay le 12 avril 1744. Bibl. d'Epernay. Man. M. 53, p. 273 et suiv.
- BOBÉ. — Commentaire sur les coutumes de Meaux. Paris, Journal, 1683, in-4°.
- BOURDOT DE RICHEBOURG. — Nouveau coutumier général. Paris, Le Gras, 1724, in-f°.
- BRUSSEL. — Nouvel examen général de l'usage des fiefs en France. Paris; Jean de Nully, 1750, in-4°.

BURIDAN (J. B. de). — Coutumes de la cité et ville de Reims, dans le Coutumier de Vermandois. Paris, 1728, in-t. II.

CHAPSAL. — Discours historiques sur la féodalité et l'allodialité. Paris, Gueffier jeune, 1789.

CHÉNON (Emile). — Etude sur l'histoire des alleux en France. Paris, Larose et Forcel, 1888, in-8°.

— L'Ancien coutumier de Champagne et de Brie, dans la Nouvelle Revue historique de droit français et étranger, 1907, t. XXXI.

Coutume de Châlons-sur-Marne, commentée par Louis Billecart, dans le Coutumier de Vermandois, t. I.

DALLOZ. — Répertoire de législation, doctrine et jurisprudence. Nouv. éd., Paris, in-4°, t. XXXVIII, 1857.

DENIZART. — Collection de décisions nouvelles. Paris, Desaint, 1789, in-4°.

DUMOULIN. — Coutume de Meaux avec les notes de Ch. Dumoulin et autres observations. Paris, 1658, in-12.

— Coutumes du bailliage de Vitry en Perthois, par Ch. Dumoulin. Reims, 1656, in-4°.

— Prima pars in consuetudine. Paris, Buon, 1572, in-f°.

Dissertation qui prouve que le franc-alleu ne peut être admis sans titre dans la coutume de Vitry. Paris, Mesnier, 1745.

DURAND. — Coutume du bailliage de Vitry avec un commentaire. Châlons, Bouchard, 1722, in-f°.

DUPONT-FERRIER. — Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées et les institutions monarchiques locales en

- France à la fin du moyen âge. Paris, Bouillon, 1902, in-8°.
- ESMEIN. — Cours élémentaire d'histoire du droit français, Paris, Larose, 1905, in-8°.
- Nouvelles théories sur les origines féodales, dans la Nouvelle revue Historique du droit français et étranger, 1894, t. XVIII.
- FLACH (Jacques). — Les origines de l'ancienne France. Paris, Larose, 1886, in-8°.
- FURGEOLE. — Traité de la seigneurie féodale universelle et du franc-allevu naturel. Paris, 1767, in-8°.
- GALLIA CHRISTIANA. — T. XII.
- GARSONNET. — Histoire des locations perpétuelles. Paris, 1897, in-8°.
- GODET (Louis). — Les coutumes de Châlons. Châlons, Germain Nobily, 1615, in-32.
- LE GRAND. — Coutumes du bailliage de Troyes. Paris, Montalant, 1737, in-f°.
- ISAMBERT. — Recueil général des anciennes lois françaises. Paris, Bellin-Leprieur, 28 vol. in-8°.
- LALORE. — Cartulaire de l'église de Troyes. Paris. 1875, 6 vol. in-8°.
- DE LAISTRE. — Commentaire de la coutume de Chaumont en Bassigny. Paris, Nicolas Leclerc, 1733, in-4°.
- Coutume du bailliage de Sens et de Langres commentées et conférées avec les coutumes voisines, spécialement avec celle de Chaumont en Bassigny. Paris, Osmont, 1731, in-4°.

- LANÉRY D'ARC. — Du franc-allevu. Paris, Rousseau, 1888.
- LONGNON. — Documents relatifs au comté de Champagne et de Brie. Imp. nat., 2 vol. in-4°.
- MERLIN. — Répertoire de jurisprudence, 4^e éd., Paris, Garnery, 1812, in-4°. V. alleu, cens, franc-allevu, etc.
- Questions de droit. Paris, Garnery, 1820, in-4°.
- PARIS (Louis) Histoire de l'abbaye d'Avenay. Paris, Picard 1879, 2 vol. in-8°.
- PENON. — Coutumes du bailliage de Sens avec les notes de Penon. Sens, 1311, in-8°.
- PITHON. — Coutumes du bailliage de Troyes. Paris, 1600, in-4°.
- POINSIGNON. — Histoire générale de la Champagne et de la Brie, depuis les temps les plus reculés, jusqu'à la division de la province en départements, 1896-1898, 2^e éd., 3 vol. in-8°.
- SALLIGNY. — Coutumes de Vitry-le-François avec les commentaires de Ch. de Salligny. Paris, 1676, in-4°.
- SALLIGNY. — Réfutation d'une dissertation pour prouver que le franc-allevu ne peut être admis sans titre dans la coutume de Vitry, in-4°, 1737.
- TAISAND. — Coutume de Bourgogne. Dijon, Ressayre, 1698, in-f°.
- VELYE (Culoteau de). — Histoire de la ville et comté pairie de Vertus, dans l'annuaire de la Marne. Châlons, Le Roy, 1870, in-16.
- WALTER. — Corpus juris germanici antiqui. Berolini, 1824.

Pour tous les ouvrages traitant des alleux, voir Chénon.*op. cit.* Index, p. 239-242.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE I. — L'allodialité en Champagne pendant la période féodale.....	17
I. — Les alleux en Champagne pendant la féodalité.....	17
II. — Nature des alleux.....	25
III. — Lutte de la féodalité contre les alleux.....	30
CHAPITRE II. — Les alleux dans les coutumes champenoises.....	37
I. — Théorie dans la directe seigneuriale.....	37
II. — Les coutumes champenoises.....	48
III. — Les alleux d'après les coutumes champenoises.....	60
A. — Les alleux nobles et les alleux roturiers.....	60
B. — Les alleux et le droit civil.....	67
C. — Prescriptibilité de la directe.....	72
CHAPITRE III. — Les alleux en Champagne sous la monarchie absolue.....	79
I. — La directe royale universelle prétendue par la royauté.....	79
II. — Dernières tentatives des seigneurs contre les alleux.....	92
III. — Les alleux ecclésiastiques et les franchises aumônes.....	101
CHAPITRE IV. — Les alleux sous la Révolution.....	105
BIBLIOGRAPHIE.....	112

